le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 554

Août-Sept.-Oct. 2024

61è année -1,5 € / 3 CHF / £1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5 DH / 300 CFA / 1,5 $ CA

DANS CE NUMERO

• L'éternel confusionnisme politique du CCI
• Espagne. Appel à une pseudo-grève pour la Palestine
• Bourgeois palestiniens profiteurs de guerre
• Émeutes d'extrême droite au Royaume-Uni
• Après les élections présidentielles au Venezuela
• Naples. A Scampia, un appel à la lutte de classe !
• Jean-Jacques
• La Révolution d'Octobre 1917, confirmation du communisme (fin)
• «Quaderni de «il comunista»»

Un nouveau gouvernement anti-ouvrier et militariste

AUSTERITE ANNONCEE

Après une interminable période de discussions et de négociations, un nouveau premier ministre a finalement été désigné et un nouveau gouvernement formé ; selon les dires de Barnier ce sera un gouvernement de « changement et de rupture ».

Comme chacun l'a constaté c'est le gouvernement le plus à droite depuis des années ; formé autour de membres du parti Les Républicains, il inclue entre autres en son sein un Retailleau qui s'était signalé en durcissant la dernière loi immigration au point de la faire voter par les députés du RN : ses premières déclarations sur le « rétablissement de l'ordre » ont été saluées par l'extrême droite ; mais Barnier avait déjà dit que les frontières étaient devenues des « passoires »…

Dans son discours de politique générale le premier ministre a annoncé la couleur : face à l'accroissement du déficit public qui devrait atteindre les 6% du PIB à la fin de l'année selon le ministre du budget (alors que les règles européennes stipulent qu'il ne devrait pas dépasser les 3%), une cure d'austérité s'impose pour rétablir les équilibres financiers ; il faut réduire les dépenses et augmenter les recettes de l'Etat. Comme il n'est pas question de réduire certains budgets comme celui de la défense (essentiel pour l'impérialisme français dans la situation internationale actuelle), il faudra tailler dans les dépenses sociales ; comme il n'est pas question de revenir sur la politique suivie par tous les gouvernements de diminuer les impôts sur les entreprises (nécessaire pour

(Suite en page 2)

Sur le front de la guerre russo-ukrainienne : le massacre des prolétaires continue !

Depuis le 6 août, en s'enfonçant sur le territoire russe, probablement sous commandement anglo-américain occulte, et en prenant l'armée russe par surprise, la « contre-offensive » ukrainienne disruptive avec la ligne de front dans le Donbass a changé de direction. L'Ukraine de Zelensky a reçu le consentement de l'Union européenne et de tous ses médias exaltés par cette incursion, alors même qu'elle continue d'envoyer à la boucherie des milliers de soldats immolés au nom de la démocratie occidentale et de ses intérêts impérialistes ; sous prétexte de lutter contre un nazisme ressuscité aux portes de Moscou, contre l'oppression des russophones du Donbass par les régimes ukrainiens pro-occidentaux et, bien sûr, contre le projet euro-américain de soumettre la Grande Russie à la domination occidentale par des pressions politiques et militaires à ses frontières, l'impérialisme russe en envoyant ses propres soldats à l'abattoir en Ukraine n'est lui aussi pas

(Suite en page 4)

— Nouvelle publication —

Le marxisme et la Chine

Introduction

Comme le rappelle notre étude sur *les particularités de l'évolution historique chinoise*, la Chine est sans conteste le pays qui a connu le plus grand nombre de révoltes, d'insurrections et de révolutions. L'avant dernière de celles-ci a été contemporaine de Marx et Engels : c'était la révolte des Taiping qui enflamma le sud et le centre de la Chine de 1851 à 1864. Elle éclata dans une situation historique particulière marquée par les poussées du capitalisme occidental (principalement mais pas uniquement britannique) pour l'ouverture du marché chinois à ses marchandises, ces poussées se traduisant par des escarmouches militaires et de véritables guerres.

Marx écrivait à ce sujet :

« Il peut paraître très étrange et paradoxal d'affirmer que le prochain soulèvement des peuples européens en faveur de la liberté républicaine et d' un gouvernement bon marché dépendra probablement plus de ce qui se déroule dans le Céleste Empire – au pôle opposé de l'Europe – que de toute autre cause politique actuelle. » (1)

Marx expliquait dans cet article qu'une révolution imminente en Chine, provoquée par l'affaiblissement de la dynastie mandchoue et l'ébranlement de l'ordre établi sous les coups brutaux des armées et des marchandises britanniques (2), entraînerait la fermeture du lucratif marché chinois – ce qui pourrait être le facteur déclenchant la crise économique générale mûrissant en Europe.

[...]

Le programme social des révoltés Taiping décrété après la prise de l'ancienne capitale Nankin, comprenait no-

(Suite en page 18)

Un nouveau gouvernement anti-ouvrier et militariste

(Suite de la page 1)

maintenir et améliorer le taux de profit), on se contentera d'un « prélèvement exceptionnel » et limité, sur les grandes entreprises et les grandes fortunes – comme le préconisait la Banque de France. En fait de changement et de rupture, c'est la continuité avec les gouvernements précédents qui domine : la continuité avec une orientation toujours plus droitière, toujours plus anti-ouvrière et répressive.

CONTINUITE DANS LE SOUTIEN AUX CRIMES ISRAELIENS

Sur le plan de la politique extérieure, le nouveau gouvernement laisse à Macron, c'est à dire aux cercles bourgeois les plus influents sur et dans l'appareil d'Etat, toute latitude pour mener la politique la plus conforme à leurs intérêts impérialistes : c'est ce qu'on appelle le « domaine réservé » qui doit échapper à la comédie démocratique parlementaire. Le soutien à Israël a continué de plus belle malgré ses attaques sur le Liban et la promesse de Macron au « peuple libanais » de faire en sorte que le pays ne soit pas frappé. Les forces françaises ont ouvertement participé à la défense d'Israël face à l'Iran, officialisant ainsi l'existence d'une alliance militaire de fait contre ce dernier pays. Joe Biden a déclaré le 2/10 après concertation avec les dirigeants du G7 (les 7 plus grands pays « occidentaux ») : *« nous sommes tous d'accord que les Israéliens ont le droit de riposter »*. Une « source diplomatique » française, citée de façon anonyme par le *Monde* avoue que *« l'idée circule que, peut-être, les Israéliens nous emmènent vers un moment historique, que c'est le début de la fin pour le régime iranien.* […] *Au fond cela arrange* [la France] *qu'Israël tape sur le Hezbollah »* (1). Voilà qui suffit à caractériser les déclarations pour un arrêt de l'envoi d'armes destinées à la guerre à Gaza et pour un cessez-le-feu : de la poudre aux yeux servant à camoufler les appétits impérialistes français dans la région et le soutien indéfectible à l'agresseur israélien : les victimes des guerres ne comptent pour rien.

LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE : GESTICULATIONS PARLEMENTAIRES ET CRETINISME DEMOCRATIQUE EN SOUTIEN A L'ORDRE BOURGEOIS

Les partis du NFP ont dénoncé la nomination d'un premier ministre appartenant à un parti qui n'a obtenu qu'un peu plus de 5% des voix comme un déni de la démocratie. La France Insoumise a engagé un risible processus parlementaire de destitution de Macron et le NFP a déposé une motion de censure contre le gouvernement. Ils savent que ces initiatives n'ont aucune chance d'aboutir, mais il faut faire croire aux électeurs, et aux prolétaires en général, que le parlement offre des possibilités d'action et que les élections ne sont pas une fumisterie : si ce n'est pas lors des élections législatives passées, ce sera lors de la prochaine élection présidentielle qu'il sera possible de changer enfin les choses et de mettre fin aux attaques bourgeoises. Leurs grotesques gesticulations parlementaires ont pour fonction de maintenir la crédibilité de la voie électorale pour obtenir satisfaction sur les revendications, comme l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires, etc. – alors que les luttes syndicales ont échoué. Ils jouent ainsi un rôle irremplaçable dans le maintien de l'ordre bourgeois en détournant les prolétaires de la seule voie non illusoire : celle de la lutte de classe véritable.

La formation express du « Nouveau Front Populaire » et sa campagne contre le RN ont montré la persistance et l'efficacité des illusions électorales : un taux d'abstention en hausse alors qu'il était régulièrement en baisse à chaque élection, démontrant que de plus en plus d'électeurs, surtout prolétariens, se détournaient du cirque électoral, et un vote massif pour des candidats de droite dans le cadre du « front républicain ». Ce soutien électoral du NFP (y compris des organisations d'« extrême gauche » comme le NPA de Besancenot ou le POI qui ont intégré ce front) aux partis macronien et de droite (qui rend absurdes leurs gémissements sur le nouveau gouvernement) est la traduction sur ce plan de leur soutien en général à l'ordre bourgeois contre les prolétaires.

Il en va de même des organisations syndicales collaborationnistes qui après avoir soutenu le NFP ont repris comme si de rien n'était le chemin de la concertation avec le nouveau gouvernement : la journée de mobilisation organisée le premier octobre par l'Intersyndicale n'allait pas au-delà des rituelles manifestations-soupapes de sécurité qui détournent les travailleurs de la lutte (c'est le but recherché).

Les attaques et les mesures anti-ouvrières dictées par les difficultés du capitalisme français et la crise économique menaçante, provoqueront inévitablement des réactions prolétariennes. Les bourgeois le savent, c'est pourquoi ils se tournent vers des politiques droitières autoritaires ; les valets réformistes le sentent, c'est pourquoi ils se préparent à jouer une fois encore les pompiers sociaux et à faire miroiter leurs alternatives démocratiques.

Les prolétaires d'avant-garde devront s'employer à détourner leurs frères de classe de toutes les impasses, y compris présentées par de prétendus révolutionnaires, pour promouvoir des orientations de lutte authentiquement classistes, anticapitalistes.

Ce ne sera ni facile ni immédiat, mais il n'y a pas d'autre voie.

---

(1) cf. *Le Monde*, 4/10/2024. L'impérialisme français voudrait préserver ses intérêts au Liban, mais sans gêner Israël : d'où ses initiatives diplomatiques et ses déclarations impuissantes.

L'éternel confusionnisme politique du CCI

A propos d'un «Appel de la gauche communiste» contre la démocratie

Nous avons reçu du CCI une proposition d'un appel commun intitulé: *«Appel de la Gauche Communiste à la classe ouvrière contre la campagne internationale de mobilisation pour la démocratie bourgeoise»* (30/08/2024).

Cette proposition a été également envoyée à la TCI (Tendance Communiste Internationale, regroupement autour de l'italienne Battaglia Comunista et de la CWO britannique), à différentes organisations se réclamant de notre courant (Il Partito Comunista, Il Programma Comunista), plus à un groupe en Suède (Internationalist Voice) et un autre en Italie (Istituto Onorato Damen).

Que dit cet appel?

Pour résumer, il dénonce le fait que la mascarade électorale n'est qu'une feuille de vigne servant à camoufler la dictature du capital, et que la classe ouvrière est appelée à faire un faux choix *« entre ceux qui prétendent respecter les protocoles démocratiques établis de l'État bourgeois et ceux qui, comme la droite populiste, traitent ces procédures avec un mépris ouvert, plutôt qu'avec le mépris dissimulé des partis démocratiques libéraux»*.

Le tapage autour de la démocratie

sert à rendre impossible à la classe ouvrière la défense de ses intérêts de classe et la quête de son propre pouvoir politique. Ni les partis sociaux-démocrates, continue le texte, ni les héritiers du stalinisme ni les trotskistes ou le *«courant anarchiste officiel»* ne défendent les véritables intérêts de la classe ouvrière : ils ont tous hier donné un support critique à tel ou tel impérialisme et aujourd'hui *« ils s'alignent de façon «critique» derrière la démocratie de gauche et libérale contre la droite populistes pour aider à démobiliser la classe ouvrière ». « Seule la Gauche Communiste, actuellement peu nombreuse, est restée fidèle à la lutte indépendante de la classe ouvrière depuis cent ans »* (...).

Et le texte se termine ainsi:

« C'est pourquoi, face aux campagnes renouvelées des fausses alternatives des régimes capitalistes pour entraîner la classe ouvrière derrière la démocratie libérale ou le populisme de droite, entre le fascisme ou l'antifascisme, les différentes expressions de la Gauche Communiste, quelles que soient leurs autres différences politiques, ont décidé faire un appel commun à la classe ouvrière:

- A bas la supercherie de la démocratie bourgeoise qui cache la dictature du capital et de son militarisme impérialiste!

- Contre l'austérité de la démocratie capitaliste et l'intérêt national, pour la lutte de la classe ouvrière internationale pour défendre son niveau de vie,

- Pour la révolution de la classe ouvrière pour arracher la bourgeoisie du pouvoir politique, exproprier la classe capitaliste et en finir avec le conflit fratricide du prolétariat entre les Etats-nations rivaux ».

Indépendamment de la justesse ou non de ce qui y est dit cet appel est typique de l'attitude constante du CCI : chercher à regrouper, sous différents prétextes, les organisations appartenant à ce qu'il définit comme le « milieu révolutionnaire » ou la « gauche communiste » qui partageraient les mêmes positions fondamentales ; au printemps 2022 le CCI avait fait une proposition similaire à propos de la guerre en Ukraine (1). Pour lui ces organisations seront appelées à se regrouper demain dans un même parti et seul leur sectarisme empêche aujourd'hui de faire ce pas.

C'est une position cohérente avec son programme politique de base où il se réclame des apports des *« gauches allemande, hollandaise et italienne»* (2), c'est-à-dire de courants représentant une déviation par rapport au marxisme et du nôtre qui a toujours fait de la défense intransigeante du marxisme le point cardinal de son programme. Se revendiquer des « apports » des uns et des autres, c'est-à-dire vouloir faire une synthèse programmatique de positions opposées, est une conception **confusionniste** dans laquelle ne peuvent surnager que les positions les plus étrangères au marxisme. Ce dernier n'admet pas les « révisions » ou les « enrichissements » par lesquels on prétend l'adapter à des « situations nouvelles » ou l'« améliorer » par les enseignements du passé. Toutes les modifications, toutes les atteintes à l'intégrité du marxisme, quelles que soient les intentions de leurs auteurs, n'aboutissent qu'à briser sa force révolutionnaire, sa capacité à analyser le capitalisme et à guider la lutte prolétarienne.

Le confusionnisme qui est au cœur de son programme et qui se retrouve dans sa perspective de regroupement politique est à l'origine du dernier appel unitaire du CCI qui n'hésite pas à se revendiquer de Bordiga et de son article « Le principe démocratique » (3) ! Pourtant ce texte qui fait la critique dudit principe est aussi une défense du rôle du parti absolument étranger aux conceptions idéalistes du CCI qui le réduisent à un éclaireur des consciences.

Mais il s'agit d'impressionner les prolétaires éventuellement intéressés en présentant la « Gauche Communiste » comme un ensemble politiquement homogène, avec une filiation commune et une continuité ininterrompue depuis un siècle.

Or les différents groupes que le CCI voudrait rassembler dans son appel ont des positions différentes sur nombre de sujets, parfois cruciaux ; par exemple nous séparent du CCI des questions fondamentales comme celle du rôle du parti dans la lutte prolétarienne, la prise du pouvoir et la direction de la dictature du prolétariat, celle du rôle de l'Etat ou celle de la violence (4) : autant de points qui auraient empêché le CCI d'être admis dans l'Internationale Communiste. Passer sous silence ces divergences ou les considérer comme secondaires pour essayer d'être plus nombreux, revient à duper les prolétaires. Ceux-ci, encore plus dans la confusion politique régnante aujourd'hui, ont besoin avant tout de clarté.

Refuser d'adhérer à une initiative politique confusionniste n'est donc pas du « sectarisme »; nous sommes toujours partisans d'un travail unitaire sur des positions de classe dans les luttes avec les prolétaires et les militants disposés à se situer sur des positions de classe, quelles que soient leurs positions politiques ou autres. Mais dénoncer la véritable supercherie que constitue cet appel unitaire, c'est le minimum indispensable pour préserver la délimitation et permettre la clarification nécessaires à la renaissance du parti de classe, organe irremplaçable du prolétariat pour son émancipation.

Notes:

(1) Son argument était que l'on pouvait faire comme en 1915 où la conférence de Zimmerwald avait réuni les opposants à la guerre les plus divers, la gauche (bolcheviks) y étant minoritaire. Mais les situations étaient complètement différentes : à l'époque il s'agissait avant tout de montrer qu'après la faillite de l'Internationale qui avait assommé les prolétaires conscients, tous les socialistes n'avaient pas trahi et renié l'internationalisme. Singer aujourd'hui Zimmerwald signifierait renier la lutte des bolcheviks contre la confusion de Zimmerwald et pour le principe du **défaitisme révolutionnaire** – que justement le CCI rejette...

(2) cf. «Nos positions» sur chaque numéro des publications du CCI.

(3) Article publié sur *Rassegna Comunista,* organe théorique du Parti Communiste d'Italie, le 22/02/1922. cf. « Parti et classe », Textes du parti communiste international n°2.

(4) Pour une critique détaillée du CCI le lecteur peut se reporter à notre brochure: « Le CCI: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe », brochure Le Prolétaire n° 29.

« Il Comunista »

N° 183 Agosto-Settembre 2024

Nell'interno

- Le borghesie imperialiste si preparano a una guerra che inevitabilmente sarà mondiale. E la classe proletaria dov'è ?
- Sul fronte della guerra russo-ucraina
- Di strage in strage, la borghesia israeliana cerca la sua "soluzione finale"
- Nella continuità del lavoro collettivo di partito guidato dalla bussola marxista nella preparazione del partito comunista rivoluzionario di domani :
  - Sulla guerra civile in Spagna 1936-39. Le origini del POUM
  - Lo sviluppo dell'attività di partito
- Napoli. Da Scampia si alzi una chiamata alla lotta classista contro un sistema economico e sociale che porta solo distruzione e morte!
- Spagna: Acerinox, lotta operaia e repressione
- Dopo le elezioni presidenziali in Venezuela
- Vita di partito
- L'Italia sgonfiona prepara ulteriori misure da lacrime e sangue (I)
- La tragica diffusione di pesticidi in alto Adige dimostra la natura irrazionale del regime capitalista
- Ai nostri lettori
- Perché la nostra stampa viva, Sottoscrivete! Sottoscrivete!

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

Sur le front de la guerre russo-ukrainienne : le massacre des prolétaires continue !

(Suite de la page 1)

en reste : après la Finlande, les Pays baltes et la Pologne, tous embarqués dans le train de l'OTAN, il ne manquait plus à l'Occident euro-américain que l'Ukraine pour compléter le front est-européen sous les murs de Moscou. Evidemment, la Russie n'est pas restée en spectatrice.

Contre ces manœuvres occidentales, la guerre de la Russie, reportée depuis des années compte tenu des grands marchandages économiques établis avec l'Union européenne, liés surtout aux fournitures de gaz et de pétrole (l'Allemagne et l'Italie étant les plus gros acheteurs), et compte tenu alors de la possibilité de jouer ses propres cartes politiques en forçant l'orientation des gouvernements ukrainiens en sa faveur, est une guerre qui, tôt ou tard, ne pouvait qu'éclater : il fallait répondre à la guerre économique, politique et militaire que l'OTAN et les Etats-Unis en particulier ont menée depuis l'effondrement de l'URSS. En réalité, cette guerre n'a pas commencé en février 2022, mais lorsque le gouvernement pro-russe de Ianoukovytch a été renversé en 2014 et remplacé par le gouvernement pro-occidental de Porochenko, qui d'ailleurs n'a eu aucun problème avec le soutien parti néo-nazi Svoboda et l'incorporation dans la Garde nationale du fameux bataillon Azov, dont la foi dans le nazisme n'a jamais été cachée. Nous n'avons pas été et ne sommes pas impressionnés par la présence de personnages liés au nazisme dans un gouvernement démocratique, car nous avons toujours su que l'idéologie nazie (ou fasciste, c'est la même chose) n'est qu'une partie de l'idéologie bourgeoise correspondant à l'évolution de son pouvoir de la phase démocratique-libérale à la phase centralisatrice et monopolistique, donc impérialiste, pour laquelle historiquement le fascisme italien d'abord et le nazisme allemand ensuite ont donné beaucoup d'exemples de cette nécessité toute bourgeoise de compacter le pouvoir politique pour élargir et renforcer le contrôle, en particulier sur le prolétariat, dont le mouvement de classe a toujours été la véritable bête noire de la bourgeoisie. La tendance à la centralisation et au totalitarisme politique est une nécessité objective du pouvoir bourgeois, même du point de vue de la gestion des crises économiques que le capitalisme, au cours de son développement, n'a jamais réussi à résoudre. Au contraire, il les a rendues toujours plus aiguës et dévastatrices, au point de déboucher sur des guerres impérialistes mondiales. Cette tendance s'accompagne du besoin de toute bourgeoisie d'affaiblir politiquement et socialement le prolétariat et son mouvement, éventuellement en agissant de manière préventive en réduisant sa poussée de classe ou en le détournant du terrain de la lutte pour la défense de ses intérêts de classe vers le terrain de la collaboration interclassiste cimenté par le nationalisme le plus extrême utilisé comme carburant de la cohésion sociale si appréciée.

Nous avons déjà traité des raisons nationales et internationales de la guerre russo-ukrainienne dans plusieurs articles, rassemblés dans la première brochure consacrée à cette guerre (1). Voyons maintenant comment cette guerre a pris un caractère *mondial* bien que déguisée en guerre *locale*.

Les classes dominantes bourgeoises de chaque pays répondent en premier lieu à des intérêts certes *de classe et nationaux*, mais depuis que le capitalisme est entré dans sa phase impérialiste – le stade le plus élevé et final de son développement, comme l'affirmait Lénine en appliquant le marxisme –, elles entrent inévitablement en conflit les unes avec les autres au niveau international ; leurs intérêts nationaux se mêlent de plus en plus à leurs intérêts internationaux : si, dans les phases antérieures du développement du capitalisme, les intérêts nationaux des États les plus développés et les plus forts tendaient à s'étendre en faisant du marché mondial leur terrain de chasse, dans la phase impérialiste – c'est-à-dire dans la phase où règne le capitalisme monopoliste avec une forte concentration non seulement de la production et de la distribution, mais surtout de la finance – les territoires économiques, dont chaque pôle impérialiste est avide, de territoires séparés entre les continents et entre les pays, tendent à devenir un grand territoire économique mondial. Ainsi, les intérêts nationaux de chaque État ne se heurtent pas seulement aux intérêts nationaux d'autres États dans des territoires même éloignés de leur propre « nation », comme c'était le cas approximativement jusqu'à la Première Guerre mondiale, mais ils sont de plus en plus imbriqués dans les intérêts internationaux des capitalismes les plus puissants. Face à une production démente de marchandises à la recherche de débouchés sur n'importe quel marché, le besoin capitaliste d'écraser les capitalismes plus faibles, de soumettre les économies « nationales » aux besoins de l'économie « mondiale », c'est-à-dire aux intérêts des pôles impérialistes dominants, émerge avec une virulence croissante. A tous les niveaux, la concurrence – économique, politique, diplomatique, militaire – tend à se déplacer continuellement des segments de marché nationaux vers des quadrants multinationaux, continentaux et donc mondiaux.

Le même développement technologique de la production capitaliste nécessite également des quantités toujours plus importantes de matières premières que les pays capitalistes les plus développés ne possèdent que rarement dans leur propre territoire ou leurs aires de domination. Dans une partie des pays, certaines matières premières peuvent être présentes en abondance et l'industrie extractive peut être techniquement développée pour les mettre à la disposition de l'appareil industriel national, mais d'autres peuvent manquer et leur accaparement pousse les impérialismes les plus forts à s'affronter de plus en plus durement et, pour des raisons purement impérialistes, à utiliser tous les moyens à leur disposition – capitaux, protection politique, accords commerciaux, force militaire – naturellement au détriment de tous les autres pays concurrents, pour les empêcher d'en avoir une disponibilité exclusive. Au fil des siècles, la chasse aux matières premières indispensables à la production a conduit chaque capitalisme national à ouvrir de nouvelles voies de communication et à développer le colonialisme le plus aveugle et le plus féroce, pillant les territoires et massacrant les populations. Une attitude qui n'a jamais été abandonnée, même si, à la suite des luttes anticoloniales tenaces qui ont marqué les XIXe et XXe siècles, les grandes puissances coloniales ont dû entamer une « décolonisation » qui, en réalité, alors que le système capitaliste mondial restait en place, a pris de nouvelles formes, les formes impérialistes, lorsque l'occupation militaire, avec ses répressions et ses massacres, n'est pas suffisante ou s'avère trop coûteuse pour garantir ce que l'impérialisme colonisateur attend. Elles interviennent alors avec l'investissement de capitaux qui, au fil du temps, deviennent le principal vecteur de toute activité colonisatrice des pôles impérialistes les plus puissants. Capitaux et forces armées, tels sont les deux piliers de la domination impérialiste sur le monde. Certes, dans certains cas – comme les grands producteurs de pétrole, de gaz naturel ou de céréales – ces pays détiennent une carte décisive à jouer sur le marché international au profit de leur propre capitalisme, mais elle n'est que provisoirement décisive car l'enchevêtrement financier qui lie tous les pays aux performances des bourses et la ca-

pacité financière, économique, sociale et politique de chaque pays à résister aux chocs inévitables des crises périodiques du capitalisme, décide véritablement des rapports de force entre les pays impérialistes les plus puissants.

Tôt ou tard, les guerres commerciales, les guerres de concurrence, les guerres diplomatiques, les guerres économiques et financières débouchent sur des guerres armées qui remettent en cause les rapports de force existants. Les puissances dominatrices mondiales d'avant sont dépassées par de nouvelles puissances qui les relèguent au second ou au troisième rang, n'étant plus les acteurs principaux de l'économie mondiale. C'est ce qui est arrivé à l'Angleterre, l'ancien maître du monde, qui a été remplacée, avec la France, par les États-Unis et la Russie après la Seconde Guerre mondiale, tandis qu'aujourd'hui, les nouveaux « maîtres » de 1945 doivent traiter avec la Chine, qui a toutes les cartes en main pour remettre en cause la domination américaine pluri-décennale sur le monde. Cela ne signifie pas que les anciennes puissances capitalistes et coloniales aient perdu leurs ambitions impérialistes, se soumettant pacifiquement aux super-impérialistes de Washington ou de Pékin. Cela ne signifie pas non plus que les guerres qui ont ponctué les huit décennies écoulées depuis la fin du deuxième massacre mondial aient été menées sous la direction des pôles impérialistes les plus puissants, comme si ceux-ci étaient réellement capables de manœuvrer les mouvements de chaque bourgeoisie nationale en fonction de leurs propres intérêts exclusifs. Comme le disaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848 : *« Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. »* : la classe dominante bourgeoise est comme l'apprenti sorcier, prisonnière des puissances de l'enfer – c'est-à-dire des moyens de production et d'échange capitalistes – qu'elle ne peut plus dominer, mais qui la domine.

Après pas moins de deux guerres impérialistes mondiales, ce qui se passe n'importe où dans le monde se répercute automatiquement sur les tables des grandes chancelleries impérialistes et, bien sûr, surtout sur celles de Washington, Pékin, Moscou, Londres, Paris, Berlin, Tokyo, pour citer les capitales des centres impérialistes les plus importants en ce qui concerne les zones que nous appelions autrefois « zones de tempête », mais qui deviennent de plus en plus des zones « d'ouragans », pour des raisons économiques, évidemment.

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de l'histoire, de l'économie et de la politique pour savoir que dans tout conflit, c'est la loi du plus fort qui prévaut. La force de toute classe bourgeoise est déterminée par un certain nombre de facteurs : économiques, sociaux, politiques, idéologiques et militaires. Plus le capitalisme est développé économiquement, plus sa classe salariée est également développée numériquement ou techniquement et liée au collaborationnisme interclassiste, et plus la domination politique et sociale de la classe bourgeoise nationale est forte. Donc, elle peut affronter les autres bourgeoisies à partir d'une position de force qui lui permet d'établir des alliances qui renforcent ses ambitions sur l'arène mondiale. Bien que les lois fondamentales du mode de production capitaliste n'ont jamais changé, les rapports de force entre les différents capitalismes ont assurément changé, toutefois ils se sont imposés à travers les guerres inévitables que les différentes bourgeoisies ne pouvaient que déclencher, compte tenu de la poussée inéluctable d'un développement toujours plus accéléré de l'économie capitaliste et de la nécessité pour chacune d'entre elles de conquérir des territoires économiques et donc des marchés, tant pour écouler leurs marchandises que pour s'emparer des matières premières nécessaires à leur production et des voies de communication permettant d'assurer leur commerce. Tout au long du travail d'accouchement, séculaire et contradictoire, de la nouvelle société capitaliste, le développement de certains pays s'est heurté au manque de développement des pays dominés, accentuant de plus en plus l'effet de ciseau entre les quelques pays extrêmement développés sur le plan capitaliste, et donc prêts à passer à la phase impérialiste, et les autres pays. Le développement inégal du capitalisme, dont Marx parlait déjà, n'a pas diminué avec le temps, bien que de nombreux pays, autrefois particulièrement arriérés, aient néanmoins atteint un certain développement qui les a violemment entraînés dans le marché mondial. Le ciseau ne s'est pas refermé, il s'est au contraire toujours plus ouvert. Quand on parle de développement du capitalisme, on ne parle pas seulement du développement indispensable de l'industrie au détriment des formes de production artisanales, voire précapitalistes ; on parle aussi du développement industriel de l'agriculture et des transports et, bien sûr, du développement du capitalisme financier ; dans ces domaines-là, très peu de pays ont une bonne indépendance industrielle, alimentaire et financière. Si l'on a beaucoup de fer ou de pétrole et peu de nourriture pour nourrir la population, et en particulier le prolétariat dont on extrait la plus-value, on ne résistera pas longtemps face à des concurrents qui, eux, parviennent à nourrir leurs prolétaires à l'intérieur et leurs soldats à l'extérieur. Certes, si un pays dispose de beaucoup de capitaux, il peut acheter non seulement du fer mais aussi des aliments aux pays qui les produisent pour le marché, mais le capital lui-même ne constitue pas une force toujours invariable, car sa force est tirée de l'économie productive réelle et des rapports de force établis internationalement sur le plan économique, politique et militaire.

Aujourd'hui encore, les États-Unis et la Russie sont deux superpuissances du point de vue de l'armement nucléaire ; tous deux sont capables de déployer une technologie avancée dans leurs armements respectifs et tous deux possèdent dans leur propre pays les matières premières fondamentales pour faire fonctionner leurs industries respectives et pour nourrir leurs propres populations qui, selon les chiffres actuels, sont de 147 millions pour la Russie et de 331 millions pour les États-Unis, ce qui signifie que les États-Unis peuvent théoriquement déployer une armée beaucoup plus importante que la Russie, mais qu'ils doivent nourrir plus du double de personnes que la Russie. Mais le rapport des forces entre eux ne se mesure pas seulement sur ces données de base, mais aussi sur le réseau d'intérêts économiques, sociaux, politiques, financiers et, bien sûr, militaires que ces deux puissances peuvent mettre en jeu internationalement. Deux puissances dont les territoires ne partagent pas de frontières communes et, pour l'une ou l'autre, ne peuvent pas être facilement envahies par la terre, et encore moins par la mer : l'Arctique à l'extrême nord et le Pacifique respectivement à l'est et à l'ouest des deux pays ne sont certes pas faciles à franchir ; de plus, dans le Pacifique, surgit une autre puissance, la Chine, de loin pas pro-américaine comme l'est la Grande-Bretagne, côté Atlantique. Il reste donc l'Europe, comme déjà en 1914 et 1939, où s'est joué le sort des deux précédentes guerres impérialistes mondiales et où, probablement, se jouera le sort d'une future troisième guerre mondiale, pour autant que le mouvement de classe et révolutionnaire du prolétariat en Europe, en Amérique ou en Chine ne se soulève pas contre celle-ci, dans un mouvement semblable à celui de 1917.

C'est pourquoi, après l'effondrement de l'URSS, et donc du condominium russo-américain sur l'Europe, l'avancée de l'OTAN, et donc des États-Unis, de l'Europe occidentale vers l'Europe orientale réunie, est devenue une manœuvre fondamentale dans la prochaine formation de guerre ; c'est pourquoi la Russie, dans la mesure où sa for-

(Suite en page 6)

Sur le front de la guerre russo-ukrainienne : le massacre des prolétaires continue !

(Suite de la page 5)

ce économique, politique et militaire le lui permet après la débâcle de la Russie soviétique, ne lâchera pas sans combattre son emprise sur l'Ukraine. Comme nous l'avons déjà dit, la Russie – à part l'engagement sur de longues années et non temporaire des États-Unis et de l'Occident européen pour soustraire l'Ukraine à l'influence russe, comme ils l'ont fait avec tous les anciens pays satellites de l'URSS – n'a pas la force d'annexer l'ensemble de l'Ukraine ; elle ne peut aspirer qu'à diviser le pays en deux parties – comme elle a tenté de le faire en 1939, en accord avec l'Allemagne de Hitler, à l'égard de la Pologne, mais sans succès, et comme elle l'a fait avec la Corée lors de la guerre de 1950-51 – en plantant ses griffes en Crimée et dans le Donbass et en comptant sur l'amitié intéressée de la Chine de Xi Jinping, qui a tout intérêt – mais on ne sait pas pour combien de temps – à rivaliser avec les États-Unis, en leur montrant un front allié dont le noyau actuel est précisément la Chine et la Russie, avec l'appendice extrême-oriental de la Corée du Nord. Dans les projets actuels de Moscou, il y a au moins deux appendices européens : la Biélorussie, jusqu'à présent fermement aux côtés de la Russie, un morceau d'Ukraine et, pourquoi pas, la Transnistrie en territoire moldave.

La nouveauté de ces dernières semaines sur le front de la guerre russo-ukrainienne est la « contre-offensive » ukrainienne – apparemment confiée à ses meilleures troupes flanquées de mercenaires d'autres nations – qui se déroule non pas dans le Donbass, où les troupes de Zelensky continuent de perdre des vies et du terrain, mais sur le territoire russe, dans les régions voisines de Koursk et de Belgorod. D'après ce que soutiennent les différents médias internationaux, cette incursion aurait surpris à la fois Moscou – ce qui est probable étant donné que les défenses russes dans ces régions n'étaient pas particulièrement organisées – et les alliés les plus puissants de Zelensky (les États-Unis et le Royaume-Uni). Il est difficile de croire que le rassemblement de troupes et de chars ukrainiens à la frontière entre la région ukrainienne de Soumy et la région russe de Koursk, n'ait pas été secrètement convenu avec Washington et Londres et n'ait pas avant tout éveillé les soupçons des commandants militaires russes. Il n'en reste pas moins que dans ce territoire, difficilement franchissable compte tenu de sa morphologie, après les parties montagneuses, une étendue plate s'ouvre vers les villes de Soudja, nœud important des gazoducs qui acheminent le gaz russe vers l'Autriche et la Hongrie, « conquise » par les troupes ukrainiennes trois jours déjà après le début de l'incursion. Par ailleurs, il ne s'agit pas de la première incursion de l'armée ukrainienne dans ces régions : en mars dernier, des détachements ukrainiens armés y avaient déjà pénétré, restant dans la zone jusqu'au 7 avril avant de se retirer. Cette fois-ci, selon les propos de Zelensky, l'opération vise à établir une sorte de « zone tampon » aux mains des Ukrainiens, qui servira de monnaie d'échange lors de futures négociations avec Moscou ; il ne s'agirait donc pas tant d'une incursion que d'une opération militaire visant à occuper une partie du territoire russe. Dans la région se situe la centrale nucléaire de Koursk, l'une des trois plus grandes centrales nucléaires de Russie et l'un des principaux producteurs d'électricité du pays. En réalité, tout dépendra de la capacité de Kiev à soutenir une telle opération avec les forces dont elle dispose réellement et, surtout, de sa capacité à faire face à la réaction russe qui, bien entendu, ne se fera pas attendre. En fait, même s'il s'agit d'un succès « politique » temporaire, il a davantage les caractéristiques d'un pari visant certainement à remonter le moral des troupes ukrainiennes enlisées dans une longue guerre d'usure et à tenter de porter la guerre de façon permanente en Russie également. Les élucubrations journalistiques et les « experts militaires » occidentaux n'ont pas manqué pour attirer l'attention sur l'action stratégique de Scipion l'Africain, qui a finalement réussi à battre Hannibal et les Carthaginois non pas en Italie, mais sur leur propre sol et avec leurs propres « armes lourdes » (des éléphants à l'époque) ; une action stratégique qui a inspiré Zelensky, toujours selon les « experts » pro-américains, pour forcer les Russes à rappeler au moins une partie de leurs troupes du Donbass pour reconquérir les 1. 250 kilomètres carrés occupés par les Ukrainiens. Inutile de dire que Zelensky peut encore compter sur les dizaines de milliards de dollars supplémentaires que les États-Unis ont récemment approuvés, ainsi que sur des missiles capables de frapper la Russie à une distance de plus de 1 000 km, mais comme cela a été constamment répété, ni les États-Unis ni les États de l'UE ne sont disposés à faire la guerre à la Russie et à envoyer leurs propres troupes sur le front ukrainien.

Dans les projets actuels des chancelleries occidentales, il n'y a pas d'autre option que de sacrifier les Ukrainiens à la cause de l'impérialisme atlantique. Les prolétaires ukrainiens et les prolétaires russes ne peuvent attendre de l'*escalade* de la guerre, qui s'est déroulée ces derniers mois, et que les impérialistes occidentaux ont la ferme intention de prolonger – tant que ce sont les Ukrainiens et les Russes qui se massacrent tour à tour –, un avantage pour leurs propres conditions sociales futures. Qui profitera d'un pays à moitié détruit par la guerre comme l'est déjà l'Ukraine, qui sera reconstruite un jour ou l'autre et qui s'endettera pour de nombreuses générations à venir ? Les impérialistes occidentaux certainement et, dans une moindre mesure, l'impérialisme russe. Quel a été l'effet des sanctions économiques, commerciales et financières qui étaient censées frapper l'économie russe et la mettre à genoux tôt ou tard ? En réalité, ces sanctions ont affecté et affectent en particulier les pays européens alliés des États-Unis, qui aujourd'hui, s'ils ne dépendent pas du pétrole et du gaz russes, sont dépendants du pétrole des pays arabes et du gaz naturel américain, dont les prix sont plus élevés. Des sanctions qui, comme ne pouvaient plus le cacher les journalistes *embarqués* eux-mêmes, n'ont pas mis à genoux la Russie qui, au contraire, a continué à fournir ses matières premières énergétiques à des clients tiers et a également recommencé à les fournir aux mêmes « ennemis » européens : preuve que les lois du capitalisme ne suivent pas les diktats des chancelleries impérialistes, mais que ce sont elles qui doivent suivre, bon gré mal gré, les diktats du capitalisme avec toutes ses contradictions que la guerre armée ne fait qu'exacerber.

Et c'est précisément sur l'aggravation des contradictions du capitalisme que se joue substantiellement le sort de la guerre impérialiste et de la reprise du mouvement de classe du prolétariat. Que les conditions générales s'accélèrent pour une guerre mondiale dans laquelle le monde sera divisé en deux blocs impérialistes adversaires déployant leur maximum de force économique et militaire, c'est un fait. Et ce n'est pas tant la question d'une guerre mondiale qui se déroule depuis un certain temps « en morceaux » – comme l'a dit le pape – puisque, de ce point de vue, les conditions de la troisième guerre mondiale ont déjà été créées pendant et après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En 1947, nous écrivions dans les *Thèses de la Gauche : « Au lieu d'un monde de liberté, la guerre aura engendré un monde de plus grande oppression. Lorsque le fascisme, apport de la phase la plus récente de l'économie bourgeoise, eut lancé son défi politique et militaire aux pays où le mensonge libéral, quoiqu'historiquement dépassé pouvait encore circuler, le libéralisme agonisant n'eut plus que deux possibilités : ou adopter les mé-*

thodes du fascisme, ou subir la victoire des Etats fascistes. La guerre ne fut donc nullement un conflit entre deux idéologies ou deux conceptions de la vie sociale, mais la progression nécessaire de la nouvelle forme politique de la domination bourgeoise, encore plus totalitaire et autoritaire, encore plus résolue à tous les efforts contre la révolution. » (2). Le monde bourgeois des décennies suivantes, au-delà des bavardages sur la « démocratie retrouvée » grâce à la victoire « sur le fascisme », a prouvé qu'il en allait exactement comme notre parti l'avait prédit ; et il ne s'agissait pas d'une chanceuse prédiction « juste », mais d'une prédiction due à l'application correcte du marxisme.

Et le mouvement de classe du prolétariat, comment s'est-il comporté et comment aurait-il dû se comporter ? Il a été frappé par la contre-révolution stalinienne qui l'a complètement estropié en en faisant un succube de l'idéologie bourgeoise *super-nationaliste* tant dans la version démocratique que fasciste, facilitant ainsi l'application de la politique fasciste de collaboration de classe, en temps de paix comme en temps de guerre, et a été organisé et encadré, sur les deux fronts de guerre opposés, en soutien de l'impérialisme à l'intérieur, en se faisant passer, d'une part, comme la lutte contre les « ploutocraties » et leurs empires coloniaux et, d'autre part, pour la lutte pour la « liberté » et contre toutes les formes de « totalitarisme ». En réalité, les deux camps bellicistes n'étaient rien d'autre que deux blocs impérialistes qui se combattaient pour se partager le monde de manière totalitaire. Le prolétariat des deux fronts de guerre a été amené à s'attendre à un changement radical de la situation dans laquelle il était plongé *« non pas de la guerre de classe, mais d'une issue donnée de la guerre des Etats »* (3). Cela représentait déjà une victoire du monde bourgeois sur le prolétariat international que les conséquences dramatiques de la guerre elle-même auraient pu inciter à reprendre sa lutte de classe antibourgeoise et anticapitaliste.

Dans la guerre, le bloc impérialiste démocratique l'a emporté sur le bloc impérialiste fasciste : et comment s'est donc présenté le monde ? Relisons ce qu'affirme le parti dans l'article cité plus haut : *« Cette victoire créera les bases d'une continuation de l'ère impérialisto-fasciste ; cette superstructure du capitalisme prévaudra dans tous les grands pays du monde, appuyée sur une constellation de grands Etats, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies et de tous les Etats mineurs de race blanche. »* (4), une constellation dans laquelle la nouvelle Russie est entrée avec les plus grands mérites contre-révolutionnaires et dans laquelle, après une période de séparation, la France y entrera également, tandis que l'Allemagne, militairement occupée par les Alliés et divisée en deux, reviendra néanmoins jouer un rôle décisif dans les rapports de force économiques et politiques qui se développeront dans l'après-guerre, au point de devenir l'un des facteurs de la crise de l'emprise de l'impérialisme soviétique et l'un des facteurs décisifs de la politique européenne sur le marché international.

Cette constellation de grands États, adoptant – bien que masquée par des formes démocratiques désormais impuissantes – les méthodes totalitaires et centralisatrices que l'Allemagne nazie a été la première à mettre en œuvre avec succès en termes de *performances techniques, politiques et militaires*, a confirmé les prévisions marxistes sur le développement du capitalisme dans la phase impérialiste, dans laquelle précisément s'est accrue l'oppression par ces grands États des classes ouvrières dans leur propre pays et dans les autres, et ensuite par les États plus faibles. Dans le même temps, alors que les contrastes inter-impérialistes augmentaient inévitablement et que le danger d'affrontements armés à grande échelle s'accroissait, augmentait également l'activité des forces opportunistes qui continuaient à poursuivre, bien que sous des formes « nouvelles » et face à des situations « nouvelles », leur tâche de tromper, détourner, paralyser et vaincre le mouvement prolétarien dans ses tentatives de reprise de la lutte de classe. Mais, compte tenu de la quantité et de la qualité toujours croissantes des forces opportunistes que les pouvoirs bourgeois soutiennent, alimentent et organisent – surtout pour accroître toujours plus la concurrence entre les prolétaires et, en même temps, renforcer les conditions matérielles des couches supérieures du prolétariat afin de cimenter la collaboration de classe –, il est clair que la bourgeoisie au pouvoir dans n'importe quel pays, en particulier dans les grands Etats, sachant que les contradictions de son système économique conduiront les larges masses prolétariennes à se rebeller violemment comme par le passé, cherche à agir et agira par tous les moyens pour empêcher la reprise de la lutte de classe par le prolétariat.

Aujourd'hui plus qu'hier, en tant que classe antagoniste de la bourgeoisie et porteur d'une nouvelle société humaine basée sur l'élimination de la division en classes et donc du système économique capitaliste, le prolétariat apparaît non seulement impuissant mais historiquement perdu. A travers les grands Etats impérialistes, la bourgeoisie se présente comme puissante et invincible, capable de sortir des crises qui la frappent cycliquement en remettant en marche la grande machine à profit capitaliste. Elle apparaît ainsi en 1848, 1871, 1914, 1917 et après la seconde guerre mondiale face aux mouvements anticoloniaux ; mais elle est la première à douter de sa propre puissance. Même dans sa dernière phase impérialiste, les conflits et les crises qui ponctuent inexorablement le cours du développement capitaliste lui reposent sans cesse le grand problème : réussirai-je à maintenir *mon* prolétariat dans le cadre de *la défense* de mes intérêts politiques et économiques ? Parviendrai-je à séduire le prolétariat que j'opprime pour entrer dans une guerre de défense de mes intérêts politiques et économiques ? Parviendrai-je à empêcher le prolétariat de l'un quelconque des pays décisifs pour la préservation de la société de s'engager sur la voie de la lutte de classe et révolutionnaire ?

Si l'on considère les huit dernières décennies, depuis la fin de la deuxième boucherie impérialiste mondiale, la bourgeoisie a réussi, et comment ! Mais l'histoire des sociétés divisées en classes s'est déroulée et se déroule non pas en décennies mais en siècles, et le développement inégal du capitalisme confirme que même la lutte de classe du prolétariat se développe matériellement de manière inégale dans les différents pays. Toutefois, contrairement au développement de la lutte de classe de la bourgeoisie contre les classes féodales, la lutte de classe du prolétariat ne se fonde pas sur un mode de production supérieur déjà né et développé dans le cadre des relations bourgeoises de production, d'échange et de propriété, et n'est pas confinée à l'intérieur des frontières de l'État x ou y : il s'agit fondamentalement d'une lutte *politique*, visant à conquérir le pouvoir politique central de *tous* les États, tout en commençant son parcours révolutionnaire dans un ou quelques États. Le prolétariat est fondamentalement une classe *internationale*, et il le doit précisément à la bourgeoisie, qui, tout en fondant sa force dominante sur des territoires nationaux, ne pouvait et ne peut pas gérer le développement du capitalisme, dont elle est totalement dépendante, dans les limites nationales.

Certes, comme Marx et Engels l'ont déclaré dans le *Manifeste* de 1848, la lutte des prolétaires commence d'abord chez eux, contre leur propre bourgeoisie nationale, mais sa victoire ne sera jamais consolidée si la lutte révolutionnaire ne s'étend pas à d'autres États, donc si les prolétaires des autres pays ne suivent pas la même voie, en luttant d'abord contre leurs propres bourgeoisies nationales.

L'histoire des luttes de classes a déjà donné cette leçon. Il s'agit de la mettre en pratique et ce n'est certainement pas une simple question de volonté. Quelle

(Suite en page 8)

Sur le front de la guerre russo-ukrainienne : le massacre des prolétaires continue !

(Suite de la page 7)

est la leçon que notre parti a tirée de l'histoire des luttes de classes, quel est le bilan tiré de la deuxième guerre impérialiste mondiale ?

Revenons à l'article de 1947 déjà cité qui, en conclusion, déclare :

« Face à cette nouvelle forme du monde capitaliste, le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas regretter la fin de l'époque de tolérance libérale, d'indépendance et de souveraineté des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions : l'action révolutionnaire, de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dressât la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte ; l'action révolutionnaire qui regroupât les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par-dessus les frontières, ***en temps de paix et en temps de guerre****, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes. »* (5).

Notre perspective ne change pas et ne changera pas non plus pour les prolétaires ukrainiens ou russes, américains ou européens, chinois ou japonais, sud-américains ou africains. Nous, communistes révolutionnaires, continuons à travailler dans le sens de cette perspective, confiants que le prolétariat pourra se mettre en mouvement comme classe lorsque les contradictions sociales de plus en plus aiguës feront mûrir les conditions favorables à l'inévitable reprise de la lutte de classe.

22/08/2024

---

(1) Voir *Guerre russo-ukrainienne. La guerre russo-ukrainienne de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev* ; brochure « le prolétaire », n° 39 - Mai 2024. Voir **https://www.pcint.org**

(2) Voir *Cours historique du mouvement prolétarien. Guerres et crises opportunistes*, de la série des « Thèses de la gauche », paru dans la revue d'alors « Prometeo », n° 6, mars-avril 1947. Paru en français dans notre revue « programme communiste », n° 13, octobre-décembre 1960, p.48

(3) Ibid., p. 50

(4) Ibid., p. 50

(5) Ibid., p. 50

Espagne
Appel à une pseudo-grève pour la Palestine pour le 27 septembre

La CGT et Solidaridad Obrera (2 syndicats libertaires) ont appelé pour le 27 septembre, à une « grève générale pour la Palestine » avec les revendications suivantes : « Pour la redistribution des dépenses publiques en faveur de la classe ouvrière, pour la fin du génocide et de l'apartheid en Palestine ». Des organisations politiques comme Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS, organisation internationale appelant les Etats à agir contre Israël), les trotskistes de la CRT (Courant Révolutionnaire des Travailleurs, organisation sœur de la française Révolution Permanente) ou les «Tentes pour la Palestine » se sont joints à cet appel, dans le but de transformer cette journée en une sorte de revendication nationale « pour la Palestine ».

Pour évaluer correctement la portée réelle de cette initiative, il faut tenir compte que la plupart des sections syndicales de la CGT n'ont eu connaissance de cet appel que quelques jours avant, lorsqu'il a été rendu public par une conférence de presse. Il n'y a donc pas eu le moindre travail préparatoire (pas même auprès des délégués syndicaux !) comme on le fait habituellement pour ce genre d'appel. Il s'agit d'une décision des dirigeants de la CGT et de Solidaridad Obrera qui n'ont pas pensé à faire une quelconque agitation, ni parmi leurs bases, ni parmi les travailleurs en général. Quiconque connaît l'histoire des deux organisations, en particulier celle de la CGT, la mieux implantée parmi les prolétaires ces dernières années, ne peut pas s'attendre à grand-chose d'elles ; mais dans ce cas, en recourant à la grève par décret, elles se sont placées exactement au même niveau que les grandes organisations syndicales, les CC.OO. et l'UGT, qui se distinguent par la passivité à laquelle elles incitent les travailleurs.

Mais au-delà de cet aspect organisatif (même si cela suffirait pour comprendre en quoi consiste exactement cet appel, qui est plus un acte de publicité qu'une grève, et encore plus un geste symbolique creux), ce sont les slogans lancés avec cet appel qui en montrent la stérilité. Que signifie « redistribution des dépenses publiques en faveur de la classe ouvrière » ? Quand l'État espagnol, avec le gouvernement du PSOE et du SUMAR (dont l'appel ne parle d'ailleurs pas), est un allié direct des puissances impérialistes intéressées par le massacre des masses palestiniennes, demander une « redistribution du budget » ressemble pour le moins à une plaisanterie. Il n'y a même pas d'appel à l'arrêt des opérations commerciales de type militaire avec Israël, ni de critique des relations diplomatiques avec l'État israélien, des slogans qui en eux-mêmes seraient inutiles mais qui au moins ne seraient pas si... stupides.

Que signifie une redistribution du budget? Que les dépenses militaires soient affectées à l'éducation, comme le dit le slogan ? C'est une dichotomie qui n'existe pour aucun Etat capitaliste moderne, c'est une contradiction qui n'existe pas et qui ne remet nullement en cause les intérêts impérialistes de la bourgeoisie espagnole ou de son gouvernement national. De plus, que signifie réclamer « la fin du génocide et de l'apartheid » quand on n'est même pas prêt à mobiliser son propre syndicat pour y parvenir ? Rien du tout ! Ce ne sont que des mots, des phrases grandiloquentes qui sont d'autant plus choquantes que l'assassinat quotidien de dizaines de Palestiniens est bien réel, et que pour y mettre fin, il faudrait une action de classe internationale qui est aujourd'hui totalement absente à l'horizon.

La grève a été, doit être et devra être une arme de lutte de la classe prolétarienne. Par la grève, les prolétaires expriment leur force de classe en cessant d'être de simples travailleurs obéissant aux ordres du patron. En cessant le travail pour satisfaire leurs propres besoins, les travailleurs éliminent toute illusion sur qui crée la richesse dans la société capitaliste, quelles couches sociales ont le plus de poids, et, en bref, qui est essentiel, que ce soit pour une entreprise particulière ou pour un pays en général. C'est pourquoi la bourgeoisie craint la grève de classe comme un cancer : bien que connaissant sa capacité à vaincre presque n'importe quel groupe de travailleurs qui cessent le travail, elle sait aussi que le grand danger c'est la métastase de l'extension de l'exemple, de la conscience prolétarienne en sa propre force, de la solidarité de classe entre les travailleurs... et c'est

pourquoi elle s'efforce par tous les moyens non seulement de réprimer, mais aussi d'empêcher toute éclosion de grève.

Aujourd'hui, cette action contre la grève, comme généralement contre toute manifestation de la lutte de classe, ne se fait pas par la répression directe. Durant les décennies de domination ininterrompue sur le prolétariat, la bourgeoisie a accumulé suffisamment de pouvoir et de connaissances pour pouvoir construire tout un appareil de répression préventive basé sur la réglementation et l'intégration juridique de toute expression de la lutte ouvrière afin de la stériliser. Le travail des grands syndicats intégrés à l'État, la législation du travail prescrivant chaque mesure qui peut ou ne peut pas être prise dans le domaine de l'organisation, la codification des grèves permises et interdites, l'obligation de préavis et de services minimums, etc. sont les véritables instruments de répression dont dispose la bourgeoisie : avec eux, elle parvient à neutraliser la force prolétarienne, elle fait peser tout le poids « démocratique » de la loi sur les travailleurs désireux de lutter afin d'épuiser leur force, de la canaliser vers des objectifs inutiles, etc. Ainsi, non seulement la bourgeoisie réussit à vaincre un groupe de grévistes, mais elle rend la lutte elle-même impossible et répand l'impuissance dans tout le prolétariat, qui se retrouve vaincu non par le bâton, mais par la carotte démocratique et légaliste.

La dernière étape de ce mécanisme de stérilisation de la lutte des classes est le type de grève auquel la CGT et Solidaridad Obrera appellent aujourd'hui : une « grève » qui n'en est même pas une ; une « grève » sans mobilisation des travailleurs, sans diffusion des revendications sur les lieux de travail, une « grève » qui ne dit rien sur la nécessaire organisation des piquets de grève, une « grève » dont la réalité est en définitive confiée aux appels sur les médias et les réseaux sociaux. Il ne s'agit même plus des sempiternels et stériles appels des CC.OO et des UGT, à des actions limitées, à des grèves « générales » journalières, etc., mais plutôt d'un geste purement symbolique qui ne cherche que la notoriété dans la presse (et même pas dans toute la presse...).

Les prolétaires palestiniens et les masses opprimées souffrent de l'offensive militaire israélienne sans que personne, absolument personne, ne leur vienne en aide. Ils ne sont pas aidés par l'Iran qui, malgré toute sa rhétorique anti-américaine, obéit aux intérêts régionaux et mondiaux de la Russie et de la Chine et n'a donc aucun intérêt à une confrontation avec Israël ou son protecteur américain. Par conséquent, ni le Hezbollah ni son petit frère les Houthis ne les aident, conditionnés par la même dynamique d'affrontements inter-impérialistes pour lesquels le sang palestinien vaut aujourd'hui bien plus comme motif de propagande que comme appel à la guerre régionale.

Ils ne sont pas non plus aidés par le prolétariat et les masses populaires arabes, y compris les millions de Palestiniens exilés en Jordanie, au Liban, etc., qui, paralysés par la pression de la bourgeoisie arabe locale et des décennies de répression pesant sur leurs épaules, ont été incapables d'être l'étincelle qui enflammera le Moyen-Orient.

Ils ne sont pas soutenus par le prolétariat européen et américain, qui dans son histoire a la plus grande tradition de lutte de classe, tant dans le domaine syndical que politique, mais qui, pendant de longues décennies, est resté pratiquement paralysé tant dans la lutte pour ses propres intérêts immédiats que dans la défense de la lutte du prolétariat et des masses déshéritées dudit tiers monde, même lorsqu'il avait une vigueur et une puissance subversives bien plus grandes qu'aujourd'hui. Et ils ne sont pas aidés, évidemment, par le prolétariat israélien, qui est complètement noyé

(Suite en page 10)

Bourgeois palestiniens profiteurs de guerre

Depuis quelques années les exportations turques vers Israël n'ont cessé d'augmenter, en dépit du soutien affiché de la Turquie aux Palestiniens en général et au Hamas en particulier (cela fait partie du soutien habituel de la diplomatie turque aux Frères Musulmans). La Turquie est ainsi devenue le 5ème fournisseur d'Israël en 2022 (5,2% des importations) derrière la Chine (12,2%), les Etats Unis (9%), l'Allemagne (6,5%), et la Suisse (5,6%) et devant la Belgique (4,2%), les Pays-Bas (3,97%), la France (3,3%) et l'Italie (3,2%) (1).

La guerre à Gaza a vu le gouvernement turc multiplier les condamnations d'Israël et se poser en champion du soutien aux Palestiniens. Mais l'opposition turque avait beau jeu de dénoncer l'hypocrisie de cette attitude alors que continuaient les juteux échanges avec l'Etat hébreu. Le président turc Erdogan décréta donc l'arrêt total du commerce avec ce pays en mai dernier, tant qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu.

Cet embargo pouvait avoir de fortes conséquences en Israël en particulier pour certains secteurs comme le bâtiment déjà fortement impactés par l'absence de 85000 travailleurs palestiniens interdits de séjour depuis le 7 octobre (2). Mais cela en avait également pour les entreprises turques qui voyaient disparaître un marché lucratif; les patrons des entreprises touchées étaient «furieux» de cette décision (3).

La colère n'a pas duré: les exportations turques à destination d'Israël ont en effet continué, mais elles se font officiellement à destination de la Palestine; selon les chiffres publiés par l'Association des Exportateurs Turcs, en juillet les exportations vers la Palestine avaient ainsi augmenté de 1180% par rapport à l'année précédente! Les exportations de ciment avaient enregistré une hausse de 463000%, une hausse de 51000% pour l'acier, de 35000% pour l'acier, de 19127% pour les vêtements, de 5000% pour les automobiles (4)...

Des entreprises ou «hommes d'affaires» palestiniens de Cisjordanie ou de Jérusalem Est agissent comme intermédiaires en commandant les marchandises en Turquie, qui sont ensuite réceptionnées par les entreprises israéliennes concernées lorsqu'elles sont débarquées dans des ports israéliens. Ces intermédiaires prennent au passage une commission de 5 à 8% (5): ils ont encaissé plus de 6 millions de dollars rien qu'en juillet. Les entreprises israéliennes sont satisfaites de ce procédé qui leur évite de payer beaucoup plus cher en passant par des pays comme la Bosnie ou la Grèce et en plus avec un délai beaucoup plus grand dans les livraisons (un mois contre une semaine en moyenne actuellement).

La continuation de la guerre à Gaza est ainsi une occasion inespérée de profits faciles pour des bourgeois palestiniens: tant pis pour milliers de victimes des bombardements et des raids israéliens, les profits priment tout sous le capitalisme...

---

(1) Service économique de l'Ambassade de France en Israël cf. https://www.tresor.economie.gouv.fr/. Les services de l'ONU donnent des chiffres différents.

(2) cf. *les Echos*, 14/08/2024. Erdogan s'est bien gardé de décréter un embargo du trafic du pétrole vers Israël dont 40% passe par des ports turcs: ce serait pourtant le moyen de mettre l'économie et l'armée israéliennes à genoux...

(3) selon *Globes* (bulletin économique israélien), 6/05/2024, qui écrit que pour certaines entreprises turques le marché israélien représente 80% de leurs débouchés.

(4) cf. *Türkiye Today*, 27/08/2024.

(5) cf. *Globes*, 7/08/2024

Espagne : appel à une pseudo-grève...

(Suite de la page 9)

dans la logique de la collaboration politique et militaire avec sa bourgeoisie, qui a été incapable d'exprimer ne serait-ce qu'une opposition symbolique et qui, en de nombreuses occasions, collabore de fait au massacre.

Ce sont ces deux derniers , le prolétariat euro-américain et israélien, qui ont la plus grande responsabilité. Le prolétariat européen et américain aurait la force, la capacité historique, de mettre fin au massacre des Palestiniens. Il a derrière lui la tradition d'une lutte de classe qui a été capable, en d'autres occasions, de mettre en difficulté la bourgeoisie mondiale. C'est ce qu'il a fait en 1871, en 1905 ou en 1917, lorsqu'il a su réagir à la guerre, nationale et impérialiste, retourner ses armes contre ses maîtres bourgeois et les mettre à genoux, en arrêtant le massacre et en contraignant les puissances internationales à abandonner – ne serait-ce que temporairement – leurs plans de partage du monde. Cette force historique, sur laquelle les prolétaires palestiniens et arabes ne peuvent pas s'appuyer (quelle que soit la générosité de leur contribution à la lutte prolétarienne mondiale), est aujourd'hui complètement oubliée.

Elle a été perdue après des décennies de collaboration entre les classes, d'acceptation de l'État bourgeois, de défense de l'économie nationale, de renoncement à la défense de ses intérêts immédiats et finaux. Et grâce à cela, la bourgeoisie de tous les pays se sent capable d'imposer ses plans criminels, qui impliquent aujourd'hui le massacre des Palestiniens de Gaza (et assurément de Cisjordanie) ou des recrues russes et ukrainiennes, mais qui impliqueront demain (un demain de plus en plus proche) un affrontement à grande échelle entre les grandes puissances impérialistes qui réduira les prolétaires de tous les pays à de la chair à canon sur les tous fronts de la guerre générale.

Telle est la réalité, actuelle et future, du prolétariat en Espagne, en Europe et dans le monde. C'est une réalité sombre dans laquelle des dizaines de milliers de prolétaires en Palestine, mais aussi en Russie et en Ukraine, laissent leur vie sur le champ de bataille pour les desseins de la bourgeoisie mondiale. C'est donc avec cette bourgeoisie, dans chaque pays, que les prolétaires doivent savoir rompre. C'est contre elle qu'ils doivent déclarer la guerre, c'est contre elle qu'ils doivent utiliser toutes les forces dont ils disposent.

C'est pourquoi des appels comme celui du 27 septembre, qui ne sont qu'un geste stérile et inefficace face au massacre, sont particulièrement néfastes. Avec eux, la CGT et les autres organisateurs renforcent la défaite du prolétariat, son incapacité à réagir en termes de classe contre les ordres économiques, politiques et militaires de sa bourgeoisie. En faisant de la grève un acte théâtral, une jérémiade destinée aux seuls bureaucrates et militants de leur syndicat, ils contribuent à diffuser l'idée (déjà largement répandue) que la lutte est impossible, qu'on ne peut qu'émettre des revendications, en attendant, comme toujours, d'être écrasé tôt ou tard. Face à un prolétariat comme le prolétariat espagnol, qui pourrait apporter une contribution de premier ordre à la mobilisation des autres prolétariats d'Europe pour mettre fin au massacre s'il se battait sur une base de classe, nier les termes nécessaires de cette lutte, c'est soutenir indirectement la politique criminelle de la bourgeoisie de tous les pays.

Pour que la grève redevienne une arme de la lutte de classe du prolétariat tant pour des revendications immédiates que plus générales !

Pour la réorganisation de classe du prolétariat !

Pour la solidarité internationaliste avec les prolétaires et les masses opprimées en Palestine, en Ukraine, en Russie et partout ailleurs !

Pour la rupture des fronts nationaux!

Pour la défense intransigeante de la lutte de classe prolétarienne !

22/09/2024

Émeutes d'extrême droite au Royaume-Uni : seul le prolétariat, en luttant unitairement contre sa propre bourgeoisie, pourra écraser la racaille raciste !

Le 29 juillet, un adolescent de 17 ans a attaqué au couteau les participants à un atelier de danse dans le village de Banks, au nord de Southport. Parmi les treize personnes poignardées, trois très jeunes victimes, âgées de 6 à 9 ans, décèdent des suites de leurs blessures. Très rapidement, les réseaux sociaux s'emballent et on voit circuler une série de rumeurs concernant l'origine et la religion de l'assaillant, qui serait supposément un musulman originaire de Syrie. L'un des protagonistes de cette *fake news* à la circulation virale est un certain Tommy Robinson, militant néofasciste (1) et fondateur de l'English Defence League (EDL), une organisation d'extrême droite islamophobe et identitaire. C'est ce groupe qui est à l'origine d'une série de manifestations dans plusieurs villes du Royaume-Uni, comme Manchester, Hartlepool, Aldershot ou Sunderland, dégénérant rapidement en émeutes racistes et en véritables pogroms anti-immigrés accompagnés des traditionnelles ratonnades ainsi que par l'incendie d'hôtels hébergeant des migrants ou de mosquées (2).

Les réactions du gouvernement ont été pour le moins incohérentes, celui-ci appelant dans un premiers temps à ne pas céder à des spéculations « inopportunes » sur l'identité du tueur - selon les mots de la ministre de l'Intérieur, Yvette Cooper - avant de se voir finalement contraint de révéler l'identité du tueur, un jeune britannique né à Cardiff d'une famille rwandaise. Avec la généralisation des émeutes, le gouvernement a recours à un langage plus martial, le premier ministre travailliste, récemment élu, Keir Starmer, prévenant ainsi que les émeutiers seront punis « avec toute la force de la loi », en écho à sa campagne électorale où il s'était présenté comme le candidat de la loi et l'ordre. Il a annoncé la création d'une unité spéciale, chargée de la lutte contre les émeutiers violents et pouvant faire usage de caméras de reconnaissance faciale tandis qu'Yvette Cooper a laissé planer l'idée d'une interdiction de ce mouvement.

À rebours des commentateurs bourgeois qui, s'appuyant sur le fait indéniable que ces émeutes ont été amplifiées par le poids du complotisme et des *fake news* sur les réseaux sociaux, présentent ces émeutes comme inédites, les marxistes révolutionnaires savent bien que non seulement le Royaume-Uni présente une longue histoire de semblables pogroms racistes mais, surtout, que le racisme est une nécessité vitale pour le capitalisme.

UNE LONGUE HISTOIRE D'ATTAQUES RACISTES CONTRE LE PROLETARIAT IMMIGRE

Les attaques contre les prolétaires immigrés ne sont pas simplement le produit de la montée du racisme dans les sociétés, notamment européennes, dans un climat d'approfondissement des contradictions du capitalisme, et notamment de la crise économique. En réalité,

les prolétaires immigrés ont toujours été la cible d'attaques de la part du capitalisme, et notamment de ses franges les plus extrémistes, seule la nationalité des migrants variant en fonction des vagues migratoires. Ainsi, dans les années 1970, période de croissance du *National Front* (NF), organisation explicitement néofasciste, c'étaient les prolétaires sud-asiatiques qui étaient les cibles désignées. Déjà, à l'époque, plusieurs manifestations et émeutes racistes s'étaient déroulées, notamment le 15 juin 1974, à Londres, où plusieurs groupes d'extrême droite organisent une marche appelant au « rapatriement » des migrants. Celle-ci dégénère en un affrontement avec des groupes anti-racistes, notamment d'extrême gauche. Quelques années plus tard, le 13 août 1977, le *National Front* organise une nouvelle marche « contre la société multi-raciale » dans le quartier londonien de Lewisham, suscitant à nouveau des affrontements avec les groupes anti-racistes et antifascistes. Tous ces groupes racistes, néofascistes et conservateurs, profitant des périodes de crise, parviennent à recruter parmi la petit bourgeoisie, le sous-prolétariat et l'aristocratie ouvrière, cette « *cinquième colonne de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière* » (3). Hier, comme aujourd'hui, le prolétariat immigré subissait passages à tabac, ratonnades, parades provocatrices dans les ghettos où le capitalisme le contraignait à vivre.

LE RACISME : UNE NECESSITE POUR LE CAPITAL

Sans nier le rôle de la racaille néofasciste dans les attaques subies par le prolétariat immigré, il serait pour autant erroné, comme nous appelle à le faire depuis toujours l'extrême gauche avec son mythe de l'anti-fascisme démocratique, de considérer que seules les fractions extrêmes de la bourgeoisie ont intérêt au racisme. En réalité, ces groupuscules sont non seulement les agents de cette politique anti-ouvrière mais aussi le produit du capitalisme, **dans sa globalité**, celui-ci ayant besoin d'encourager la division entre prolétaires autochtones et prolétaires étrangers pour favoriser leur exploitation. À cet égard, la bourgeoisie britannique ne fait pas exception. Pour ne parler que des 75 dernières années, le capital britannique a été à l'initiative d'une série de lois visant à faire du prolétariat immigré **le secteur le plus opprimé et le plus exploité de la classe ouvrière**. Séparation des familles, tests de virginité, expulsions, criminalisation, voici tout l'arsenal qu'a utilisé et que continue d'utiliser la bourgeoisie britannique contre cette fraction du prolétariat. Parmi quelques exemples (4), on peut évoquer : le *Commonwealth Immigration Act* de 1962 (gouvernement conservateur) qui introduisait un système de permis de séjours afin de contrôler l'immigration ; le *Commonwealth Immigration Act* de 1968 (gouvernement travailliste) qui n'accordait le permis de séjour qu'aux détenteurs d'un passeport britannique ayant au moins un grand-parent né au Royaume-Uni ; *l'Immigration Act* de 1971 (gouvernement conservateur) qui remplace l'immigration de personnes désirant s'installer durablement par un système de travailleurs sous contrat et introduisant une distinction entre *patrials* (pouvant circuler librement et non sujets à la déportation) et *non patrials* (qui ont besoin d'un permis de séjour et d'une carte de travail valable un an) ; le *British Nationality Act* de 1981 (gouvernement conservateur) qui resserre de nouveau les critères pour obtenir la citoyenneté britannique ; le *Nationality, Immigration and Asylum Act* de 2002 (gouvernement travailliste) qui supprimait initialement l'aide aux demandeurs d'asile ; *l'Immigration, Asylum and Nationality Act* de 2006 (gouvernement travailliste) limitant le droit de recours en cas de refus d'autorisation d'entrée ; le *Borders, Citizenship and Immigration Act* de 2009 (gouvernement travailliste) qui durcit les critères d'obtention du permis de séjour à durée indéterminée en introduisant une citoyenneté « probatoire ». Plus récemment, c'est le projet d'expulser les migrants entrés « illégalement » sur le territoire britannique au Rwanda qui illustre cette politique raciste poursuivie par la bourgeoisie britannique, qu'elle soit conservatrice ou travailliste.

Comment comprendre cette politique de la part de la bourgeoisie britannique ? En réalité, celle-ci répond à une **double fonction** : d'un côté, elle permet de diviser le prolétariat entre une fraction qui est l'objet d'une exploitation et d'une répression forcenées et une autre, « autochtone », qui apparaît comparativement comme « relativement » préservée, favorisant la collaboration de classe. La bourgeoisie britannique est en effet bien consciente que le principal danger à sa domination est la cohésion du prolétariat et cherche donc à faire tout ce qui est possible pour la miner.

Le deuxième intérêt de cette politique raciste est qu'elle permet à la bourgeoisie britannique de surexploiter la main d'œuvre immigrée dont elle a besoin dans une série de métiers mal rémunérés, dans l'agriculture, le bâtiment, l'industrie textile, la confection, les activités de service et de nettoyage, le personnel de maison, etc. Ayant face à eux un prolétariat dépourvu de protections élémentaires, sous la menace de l'épée de Damoclès de l'expulsion du territoire national, les patrons sont ainsi en mesure de faire subir une exploitation toujours plus féroce à cette fraction du prolétariat. Cette politique, qui n'est pas spécifique à la bourgeoisie britannique - il suffit de voir comment la situation française est à bien des égards similaire à celle que nous étudions ici (5) - nécessite une réponse **de classe** du prolétariat.

LE PIEGE DE L'ANTIRACISME DEMOCRATIQUE TENDU PAR L'« EXTREME GAUCHE »

Sur le chemin de sa lutte, le prolétariat sera confronté à un obstacle majeur : l'antifascisme et l'antiracisme démocratiques, traditionnellement promus par les démocrates petits-bourgeois et par l'extrême gauche, notamment trotskiste. C'est notamment le cas du Socialist Workers Party (SWP), principale formation d'extrême gauche du pays, historiquement investi dans le détournement de la lutte prolétarienne sur un terrain qui lui est étranger. Ainsi, tout comme l'EDL avait ses ancêtres en la personne du *National Front*, les mouvements anti-racistes d'aujourd'hui sont les rejetons de l'*Anti-Nazi League* et de *Rock against Racism*, tous deux impulsés par le SWP. Aujourd'hui, celui-ci se fait le porte-voix de « *Stand Up against Racism* », un mouvement « *unitaire* » rassemblant militants anti-racistes, membres du Parlement et bureaucrates syndicaux (6). Dévoyant la lutte sur un terrain parlementaire et démocratique, ils désignent comme cibles les épouvantails Nigel Farage - dirigeant traditionnel de l'extrême droite dans le pays, figure majeure de la campagne du Brexit, à la tête de la troisième force du pays depuis les dernières élections législatives où son parti Reform UK a remporté près de 15 % des voix - et Suella Braverman - ancienne secrétaire d'État à l'Intérieur du gouvernement Sunak, fervente partisane du projet d'expulsion des migrants au Rwanda et tenante d'une ligne d'extrême droite au sein du Parti conservateur. Corollaire de cette focalisation sur ces deux figures, les signataires de cette déclaration appellent à lutter contre le racisme au Parlement et dans la rue en construisant « *un mouvement de masse suffisamment puissant pour repousser les fascistes*. » Poursuivant sur cette ligne populiste et interclassiste, leur communiqué affirme que « *La **majorité** des Britanniques abhorrent Robinson et l'extrême droite. Nous sommes la **majorité**, ils sont le **petit nombre**.* » Reprenant le traditionnel slogan populiste « *For the many, not the few* », c'est à un véritable front inter-classe, utilisant les mots d'ordres et les modes d'action démocratique, que les anti-racistes bourgeois et petits-bourgeois appellent le prolétariat à participer. Au contraire, ce dernier

(Suite en page 11)

Extrême droite au Royaume-Uni...

(Suite de la page 11)

doit édifier sa lutte sur un terrain strictement **classiste**.

LA REPONSE DU PROLETARIAT AUX EMEUTES RACISTES : POUR L'UNITE DE COMBAT ANTICAPITALISTE DU PROLETARIAT

Il n'existe qu'un seul chemin à suivre pour le prolétariat : la **solidarité de classe** entre prolétaires nationaux et prolétaires immigrés. Cette solidarité se construit pas à pas, dans la lutte commune contre la bourgeoisie exploiteuse, par des grèves, des occupations, des manifestations sauvages. Mais pour que cette solidarité ne soit pas un vain mot, il importe que les prolétaires nationaux combattent résolument le nationalisme, le racisme, le social-chauvinisme que l'idéologie dominante répand quotidiennement dans la classe ouvrière par ses multiples canaux, au premier rang desquels figurent les médias et, maintenant, les réseaux sociaux. La véritable unité ne peut exister que par la reconnaissance que les prolétaires immigrés constituent le secteur le plus exploité et le plus opprimé de la classe ouvrière, et par le soutien à leurs luttes pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. En ce qui le concerne, le prolétariat immigré devra renouer avec son histoire de luttes insurrectionnelles contre la bourgeoisie, tel l'épisode de Brixton de 1981 où les prolétaires, immigrés et métropolitains, se sont opposés pendant des nuits entières à la police, érigeant des barricades et incendiant des bâtiments.

Et c'est grâce à la direction de son **parti de classe** internationaliste et international, porteur de sa conscience, que le prolétariat parviendra à se réapproprier les leçons de ses luttes passées et construire son unité révolutionnaire dans la lutte contre le capital, préalable à son renversement violent.

11/08/2024

---

(1) Il a notamment adhéré en 2004 au Parti national britannique, nostalgique du Troisième Reich.

(2) Voir l'article « Au Royaume-Uni, des émeutiers d'extrême droite dans les rues de Southport après une attaque au couteau » dans Le Monde du 31 juillet 2024 : https://www.lemonde.fr/ international/ article/ 2024/07/31/ au-royaume-uni-des-emeutiers-d-extreme-droite-dans-les-rues-de-southport-apres-une-attaque-au-couteau_6262985_3210.html

(3) Voir notre article publié dans Le Prolétaire n° 313 (16-29 mai 1980) : « En Angleterre aussi la lutte des travailleurs immigrés »

(4) Voir notamment « Les populations immigrées en Grande-Bretagne » dans Programme communiste n° 87, décembre 1981 ainsi que https://en.wikipedia.org/wiki/History_of_UK_immigration_control

(5) Voir notre prise de position « Lutte de classe contre la loi immigration et toutes les attaques anti-ouvrières ! » du 18 janvier 2024, disponible en ligne sur www.pcint.org.

(6) Voir le communiqué commun sur le site du SWP : https://socialistworker.co.uk/anti-racism/sign-and-share-unity-statement-against-the-far-right-and-take-action/

«Communist program»
No. 10 (Settembre 2024)

Summary

• Ukraine. A War that Continues to Pave the Way for Future Wars in Europe and the World
• From the Spiral of Incessant Massacres that Have Accompanied the History of the Middle East for the Last Hundred Years, the Way Out is not by Nationalism, but by the Struggle for Proletarian and Communist Revolution
• Some Reference Points on the "Palestinian Question"
• Theses on the Historical Task, Action and Structure of the World Communist Party, Based on Positions that Have Been the Historical Patrimony of the Communist Left for over Half a Century. (Theses of Naples, 1965) - Supplementary Theses on the Historical Task, Action and Structure of the World Communist Party. (Milan 1966)
• *Who We Are and What We Want:*
◦ *On the Track of the Great Marxist Tradition*
◦ *For the Restoration of the Revolutionary Marxist Theory*
◦ *Reconstitution of the Communist Party on a Worldwide Scale*

One copy: 3 € / £ 2 / 8 CHF / US and Cdn $ 3 / Latin America US$ 1,5

Après les élections présidentielles au Venezuela

Le dimanche 28 juillet à l'issue de la journée électorale le président Maduro était déclaré officiellement vainqueur par la CNE (Commission Nationale Electorale) avec plus de 50 % des suffrages exprimés. Mais cette proclamation fut aussitôt contestée en raison de nombreuses irrégularités, notamment le fait que seuls 80 % des votes avaient été recensés selon la CNE elle-même qui a évoqué un piratage informatique ; les procès-verbaux des votes n'ont pas été publiés (ils ne l'ont toujours pas été à ce jour), etc. En l'absence de ces décomptes les observateurs du « Centre Carter », censés contrôler la régularité du scrutin ont quitté le pays après avoir déclaré que l'élection ne pouvait être déclarée démocratique.

L'opposition de droite et d'extrême droite a affirmé de son côté que son candidat avait en fait remporté les élections avec plus de 70 % des suffrages ! Différents pays d'Amérique Latine ont dénoncé une fraude électorale : Argentine, Pérou, Chili, etc., en tout près de 60 pays ont contesté les résultats, le président brésilien Lula et son homologue américain Biden ont publié un communiqué commun – fait plutôt exceptionnel – pour exiger la publication des données complètes des bureaux de vote, etc. Par ailleurs la Russie et la Chine ainsi que le Nicaragua et la Bolivie ont reconnu le résultat des élections.

Dès le lendemain de l'annonce des résultats officiels, des manifestations de protestation et des casserolades ont spontanément éclaté dans les zones prolétariennes de la métropole de Caracas dans divers quartiers de Petare, comme La Dolorita, San Blas et d'autres zones traditionnellement acquises au chavisme ; les manifestants ont convergé ensuite vers le centre de la capitale où ont eu lieu les affrontements avec la police. Des manifestations ont eu lieu aussi dans d'autres villes du pays. Le jour suivant l'opposition de droite appelait à manifester contre la proclamation de la victoire de Maduro.

La répression a été brutale : des centaines d'arrestations, une vingtaine de morts, tandis que le pouvoir criait à une tentative de « coup d'État fasciste » et prenait des mesures contre l'opposition…

Les organisations de gauche et d'« extrême » gauche ont démontré une fois de plus leur crétinisme démocratique. « La otra campaña », regroupement de « chavistes de gauche », de trotskystes et de réformistes de toute espèce a publié le 29/7 un communiqué gémissant sur les menaces contre « l'impartialité des institutions » qui porteraient atteinte au *« droit que nous avons en tant que peuple à nous autodéterminer, à décider de notre avenir collectif, en démocratie »* et en demandant aux forces de l'ordre de *« respecter strictement les standards des droits humains »* et aux leaders politiques qu'ils *« exercent*

leurs droits avec responsabilité et sans appel à la violence » . Le communiqué termine en disant : *« peu importe qui gouverne, les droits se respectent ! »* (1). Autrement dit ce qui importe c'est que soit respectées la forme et les méthodes démocratiques de la domination bourgeoise ! Il s'agit d'un véritable cri du cœur petit-bourgeois anti prolétarien : pour les prolétaires ce qui importe c'est que la bourgeoisie de droite ou de gauche cesse de gouverner et non pas qu'elle respect des « droits » aux exploités…

« Marea Socialista » qui fait partie d'un regroupement ayant appelé à voter blanc, proclame dans sa déclaration du 30/07/2024 que *« le peuple a le droit constitutionnel de savoir comment ses votes ont été traités et de les faire respecter »* (2).

Le droit constitutionnel du peuple à faire respecter la farce électorale ne nous intéresse pas : ce qui nous intéresse c'est que le **prolétariat** réalise que les élections, avec ou sans fraudes, sont une duperie et les Constitutions des chiffons de papier destinés à légitimer le pouvoir de la classe dominante qui ne sont respectés que dans la mesure où cela convient aux bourgeois : la défense des intérêts de classe prolétariens ne sera jamais obtenue par des élections et dans un cadre constitutionnel, mais en dehors et contre l'ordre bourgeois, son Etat et son système politique, qu'il soit plus ou moins démocratique.

Les manifestations des quartiers prolétariens s'expliquent essentiellement par la situation dramatique des masses prolétariennes après des années d'attaques anti-ouvrières. Le gouvernement a depuis des années agi en faveur des intérêts patronaux en remettant en cause nombre de mesures de protection sociale accordées au moment de la croissance économique, il a supprimé les conventions collectives nationales, fortement réduit le droit de grève, autorisé les patrons à modifier unilatéralement les conditions de travail et licencier les travailleurs à volonté. L'inflation galopante a réduit les prestations sociales et les salaires à un niveau de misère. Selon le FMI le taux de chômage serait passé de 6,7 % en 2014 à 56 % en 2024. Cela a provoqué l'émigration de millions de personnes pour chercher de quoi survivre en dehors du pays tandis que les mesures de répression contre les travailleurs coupables de vouloir lutter pour la défense de leurs intérêts a été un facteur supplémentaire de paralysie de la classe ouvrière.

Dans cette situation en apparence sans issue il est compréhensible que certains prolétaires aient cru que la venue au gouvernement de l'opposition de droite puisse être un moindre mal en mettant fin au gouvernement Maduro et à sa politique anti-ouvrière. Mais ce n'est qu'un mirage : l'opposition de droite représentant les secteurs bourgeois traditionnels les plus réactionnaires, est tout aussi anti-prolétarienne que Maduro et ses amis : son modèle est le président argentin Milei et sa politique ultra libérale. Elle ne ferait que continuer fondamentalement la politique actuelle en l'aggravant encore.

Pour résister d'abord avant d'avoir la force d'en finir avec ce système qui vit de la misère, l'injustice et de l'exploitation, les prolétaires et les masses pauvres devront prendre la voie de la lutte de classe contre les capitalistes, leurs politiciens et leurs valets de toute espèce. Ce ne sera pas facile, mais il n'y a pas d'autre solution : **les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner !**

27/08/2024

---

(1) https://surgentes.org.ve/ 2024/ 07/29/ la-otra-campana- demanda-transparencia-como-garantia-de-los-derechos- politicos/ Ce slogan est aussi celui du Parti Communiste du Venezuela.

(2) https://lis-isl.org/2024/07/30/venezuela-ante-los-muy-dudosos-resultados-electorales-y-la-movilizacion- popular-por-el-respeto-de-los-votos-reales/ .

En France plusieurs partis de gauche, du PS aux Ecologistes en passant par le NPA de Besancenot ont signé un appel de la même eau social-démocrate « *pour une sortie par le haut* (sic !) *»,* en faveur d'un *« audit citoyen public et pluraliste (...) pour que la volonté exprimée dans les urnes puisse prévaloir»* (amen!) et appelant *« à la constitution d'un réseau de solidarité internationaliste avec le peuple vénézuélien, pour le soutien de ses aspirations démocratiques et de ses luttes d'émancipation».* http:// www.gds-ds.org/solidarite-avec-les-revendications-democratiques-du-peuple-venezuelien/ Pas question de solidarité avec le **prolétariat** vénézuélien et de soutien à ses luttes **de classe** : ce serait anti-démocratique...

Naples
A Scampia, contre un système économique et social qui n'apporte que destruction et mort, retentit un appel à la lutte de classe !

Dans la nuit du 22 au 23 juillet, à Scampia, dans le quartier nord de Naples, une passerelle de circulation du troisième étage de la « *Vela celeste* » (la « Voile céleste » !!!) s'est effondrée, entraînant dans sa chute deux autres passerelles situés au deuxième et au premier étage, et écrasant des personnes qui rentraient chez elles. Le fracas a secoué le voisinage, qui s'est précipité sur les lieux. Ils ont creusé dans les décombres, ramassé le plus possible de blessés, principalement des enfants, et les ont transportés aux urgences les plus proches, « soulageant » les ambulances, qui ne sont arrivées qu'au bout d'une vingtaine de minutes. Les pompiers, quant à eux, arrivèrent une demi-heure après l'effondrement. Le bilan actuel est de trois morts et 12 blessés.

Le délabrement des bâtiments, notamment la fameuse *Vela*, envahie par les ordures et les rats, a été maintes fois dénoncé, selon la presse dès 2016, mais les infiltrations, tant des conduites d'eau que des eaux de pluie, ont commencé à corroder l'acier et le béton des passerelles et des escaliers depuis des années et de manière irréversible. Ce n'était donc qu'une question de temps pour que cette catastrophe se produise.

Le gouvernement et les institutions locales ont fait part de leur solidarité et de leurs condoléances de façade. La municipalité de Naples décrétera le deuil municipal lors des funérailles des victimes et mettra ses drapeaux en berne. Avec grand cynisme, une certaine presse fera allusion à une prétendue augmentation des charges sur le balcon alors qu'une dispute avait lieu entre deux familles opposées, contribuant soi-disant à l'effondrement de la passerelle déjà bien affaiblie par le manque d'entretien.

En revanche, il n'y aurait aucun lien entre les travaux en cours sur la Vela et l'effondrement. C'est ce qu'a précisé le maire Gaetano Manfredi lors d'une conférence de presse au Palazzo San Giacomo pour faire le point sur la situation. « *Les travaux avaient commencé au début de l'année au rez-de-chaussée avec l'élimination des déchets et des éléments dégradés »,* a-t-il expliqué, « *il n'y a donc aucun rapport avec les travaux en cours, mais il est évident qu'une enquête est en cours et que la procureure désignera des experts pour établir l**a dynamique exacte de l'effondrement**.* »

L'opinion de certains habitants est différente, ils considèrent que les vibrations provoquées par les travaux en cours constituent une sollicitation supplémentaire pour la structure.

(Suite en page 14)

Naples...

(Suite de la page 13)

La colère des habitants de la *Vele* ne s'est pas fait attendre. Ils dénonçaient depuis des années l'état d'abandon dans lequel ils se trouvent, et ils savent bien que les responsables sont les institutions, de moins en moins capables de les berner. Le lendemain matin, les mêmes habitants ont occupé l'Université Federico II de Scampia. Ils ont exigé la sécurisation du bâtiment et sa rénovation immédiate, attendue depuis des années.

Scampia est un quartier ghetto habité principalement par des prolétaires et des sous-prolétaires. Abandonnés, comme les bâtiments, ils se débrouillent par tous les moyens pour survivre. L'art de se débrouiller est historique à Naples. Une couche minoritaire est contrainte à des activités illégales pour survivre, comme dans toutes les métropoles capitalistes. Si ce quartier est criminalisé par la presse aux ordres, y compris à travers une certaine filmographie, il fait aussi l'objet d'une certaine politique de cosmétique qui enveloppe le prolétariat d'espoirs et d'illusions, couvrant et mystifiant la responsabilité des institutions locales et nationales.

La solidarité de nombreux habitants s'est organisée, dont surtout celle des « chômeurs du 7 novembre » qui, avec les « chômeurs des chantiers de Scampia », se sont rendus sur place pour distribuer des produits de première nécessité après les avoir collectés auprès des chômeurs eux-mêmes.

Il n'y aura, comme toujours, aucun coupable à condamner. L'affaire s'éternisera entre la justice et les médias qui tenteront d'embrouiller les prolétaires avec des montagnes de bavardages. Les prolétaires, malheureusement, resteront dans la condition de victimes prédestinées et de chair à broyer comme leurs nombreux frères de classe morts au travail.

Le principal coupable est le capitalisme et son système de profit qui ne prend jamais en compte les besoins réels des êtres humains, et encore moins des prolétaires, exploités, appauvris et destinés au massacre dès leur naissance. Mais les prolétaires possèdent une force qu'ils ignorent et que toutes les forces de la conservation sociale et de l'opportunisme mystifient en la détournant sur le terrain de la démocratie et de la recherche d'une entente avec la classe des exploiteurs : c'est la force du nombre, mais seulement si elle est organisée sur le seul terrain où elle peut s'exprimer dans toute son ampleur et sa puissance, le terrain de la lutte de classe sur lequel n'existent aucun arrangement, aucune « communauté d'intérêts », aucun point de vue collégial. Sur le terrain de la lutte de classe, le prolétariat s'organise au-dessus de la division entre salariés et chômeurs, entre catégories et corporations, entre autochtones et immigrés, entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux ; il s'organise dans le but de défendre exclusivement ses intérêts en luttant contre l'exploitation quotidienne sous toutes ses formes, légales ou illégales, privées ou publiques, nationales ou internationales. Mais on ne peut pas lutter sur ce terrain si on ne s'organise pas de manière complètement séparée des institutions, des partis et des forces politiques et sociales impliquées dans la défense du système économique et social actuel, et si on ne s'organise pas autour de revendications communes aux prolétaires quelle que soit leur condition sociale, en utilisant les moyens et les méthodes de la lutte de classe qui visent à briser la paix sociale mensongère – mensongère parce que pour les prolétaires et leur vie il n'y a jamais de paix – pour unir tous les prolétaires dans une lutte qui, par sa nature même d'opposition antagonique aux intérêts immédiats et futurs de la classe bourgeoise dominante ne pourra pas s'arrêter aux objectifs immédiats. Même si elle commencera à se développer à partir de ceux-ci, elle se fixera comme perspective de mettre fin au capitalisme, avec sa société d'exploitation et de mort défendue, pour de purs intérêts de castes et de privilèges, par tous ceux qui forment les institutions et qui parlent de vérité et de justice qu'ils sont les premiers à falsifier, à mépriser et à fausser.

La véritable solidarité avec les prolétaires de Scampia et avec les prolétaires de toutes situations dont celles du chômage, de la dégradation, de la misère, de la marginalisation qui constituent l'*environnement social* dans lequel le système capitaliste et la politique antiprolétarienne les ont jetés, s'exprime dans la lutte de classe, se déclarant à la fois au niveau immédiat et au niveau plus large et plus politique.

- Contre la marginalisation, la dégradation et le massacre continu des prolétaires dans leurs logements délabrés comme sur leurs lieux de travail.

- Contre les fallacieuses promesses de « justice sociale » et la culpabilisation des prolétaires, pourtant contraints d'y vivre, de la dégradation de leur environnement d'existence et de la misère.

- Contre les illusions de pouvoir améliorer les conditions vie des prolétaires en demandant à ces institutions, coresponsables de cette dégradation, de cette misère et de leur exploitation bestiale, d'intervenir en faveur de leur vie quotidienne.

La voie à suivre est celle de l'organisation de la lutte de classe, d'une lutte qui ne croit plus aux promesses des institutions, qui ne croit plus que les choses pour les prolétaires vont s'améliorer grâce à la « croissance économique » (qui ne signifie que surexploitation pour les prolétaires employés ou « employables») et à l'attention que les gouvernements locaux et centraux disent porter aux millions de problèmes et de malheurs qui remplissent la vie quotidienne de la masse des prolétaires. La voie à suivre est exactement opposée à celle indiquée par les gouvernements bourgeois, les partis faussement ouvriers et de « gauche » et les syndicats collaborationnistes qui n'ont d'autre but que de défendre et de renforcer leurs privilèges, leurs positions sociales aux dépens de la vie des masses prolétariennes.

Les morts de Scampia aujourd'hui et la misère qui caractérise la vie des prolé-

Jean-Jacques

Jean-Jacques, le camarade Luis, est décédé à Marseille 4 juin dernier, des suites d'une douloureuse maladie; il avait 72 ans.

Jean-Jacques commença sa vie militante dans les rangs de la LCR d'Aix-en-Provence, avant de trouver auprès du CCI (dont il devint sympathisant) une réponse qu'il trouva satisfaisante à ses désaccords avec cette organisation et le trotskysme.

Cependant la fréquentation de nos réunions de lecteurs d'Aix l'amena à se détacher du CCI et à rompre peu à peu avec ses positions, notamment l'antisyndicalisme de principe. Mais son déménagement à Marseille après des démêlés avec son propriétaire, interrompit ses liens avec le parti qui s'étaient renforcés pendant les mouvements grévistes de ces années (luttes contre la réforme Sarkozy-Fillon des retraites, contre la loi Travail Hollande-Valls...).

Après avoir repris contact quelque temps plus tard avec le parti il développa une activité militante soutenue sur Marseille, défendant par exemple nos positions jusqu'au bout dans le mouvement des Gilets Jaunes, dans les grèves de 2019 et 2023 (grâce aux contacts qu'il avait conservés dans le milieu enseignant), ou dans les petits regroupements qui essayaient de se maintenir sur des positions de lutte.

A la fin de l'année dernière ses problèmes de santé l'obligèrent à interrompre son militantisme; mais cela ne semblait devoir être que temporaire et à la dernière réunion que nous eûmes avec lui au printemps nous l'avions retrouvé avec tout son entrain... Les camarades n'oublieront pas ses qualités humaines, son dynamisme et la vivacité d'esprit qu'il a conservée jusqu'à la fin.

Suisse : Compte rendu de réunion de sympathisants – Avril 2024

La Révolution d'Octobre 1917, confirmation du communisme comme doctrine et programme de la classe ouvrière (fin)

(La première partie est parue dans le précédent numéro du *prolétaire*)

1905 : LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE

Venons-en maintenant à l'histoire de cette révolution double. Quelles sont donc les périodes cruciales et charnières pour le révolution en Russie ? D'abord il y eut la révolution de février 1905 qui posa les bases sociales, politiques et organisationnelles pour les combats futurs et ensuite la période de février à octobre 1917, dans laquelle se succédèrent formellement et politiquement la révolution bourgeoise et la révolution finale prolétarienne et paysanne.

En 1905 apparaissent les premiers grands mouvements de grèves et de manifestations politiques, réunissant des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans qui revendiquent une amélioration de leurs conditions de vie, de salaires, qui réclament le pain et l'arrêt de la répression, la libération des prisonniers, mais aussi qui avancent les revendications démocratiques de l'Assemblée constituante et de la redistribution des terres. C'est à Saint-Pétersbourg que le mouvement de révolte sera le plus dur. Le 22 janvier, le *dimanche rouge*, un puissant mouvement des ouvriers et masses populaires – conduit par le fameux pope Gapone – déferle dans les rues de Saint-Pétersbourg. Face à cette masse de manifestants, la répression sera implacable ; l'armée du Tsar charge les manifestants et tire dans la foule, faisant plusieurs centaines ou plusieurs milliers de morts. A partir de ce massacre, le mouvement s'élargi, s'amplifie et se renforce jusqu'à la fin de l'année ; la répression sauvage de l'armée et de la police impériale mettra fin dans le sang à cette révolution de février, dont la grande force aura été de poser les bases organisationnelles et prolétarienne de la révolution prolétarienne à venir. En effet, répondant aux nécessités de la situation révolutionnaire, commencent à apparaître l'organisation des Soviets, assemblée locale des ouvriers, soldats et paysans, ainsi que des comités d'usine, de soldats, de paysans, non seulement dans les grands centres urbains – dont Saint-Pétersbourg, ville du pouvoir tsariste – mais aussi dans les campagnes de la Russie. Quelques années plus tard, en 1917, ce réseau d'organisations territoriales passera sous l'influence majoritaire des communistes et deviendra l'alternative au pouvoir bourgeois représenté par le gouvernement provisoire de février 1917 et formera le socle de l'instauration de la dictature du prolétariat. Ainsi, et ce n'est pas la moindre des choses, il permettra de provoquer et de catalyser la bataille politique entre les différents courants des classes se réclamant de la révolution démocratique ou socialiste, et de clarifier les intérêts et objectifs réels des uns et des autres, et dans cette bataille renforcera et unifiera le parti de la révolution prolétarienne, le parti bolchévique.

DE FÉVRIER À OCTOBRE 1917 : L'ASSAUT AU POUVOIR

Ecrasés par la misère, le froid et la faim, la classe ouvrière organise grèves et manifestations massives pour défendre son pain et son travail ; sur le front de la guerre la révolte des soldats est permanente, elle ne cesse de croître et l'insubordination devient générale. Les fusillades contre les manifestants, comme en 1905, les arrestations de tous les agitateurs sont les seuls moyens que le Tsar puisse utiliser, mais la révolte change de dimension avec le ralliements aux révoltés des soldats de Petrograd (l'ancienne Saint-Pétersbourg rebaptisée en 1914) et avec la création du Soviet de Petrograd (Soviet des députés ouvriers et des délégués des soldats). Les généraux, la bourgeoisie et les aristocrates n'auront d'autre moyen pour « calmer le peuple » que de destituer le Tsar Nicolas II et de nommer un gouvernement provisoire dont une des tâches – qu'il repoussera systématiquement – était de convoquer une Assemblée Constituante et qui changera 5 fois de cabinet en fonction des querelles entre octobristes (prônant la monarchie constitutionnelle), libéraux et autres partis représentants des intérêts bourgeois et patriotes, mais dont la constante unité aura été d'assurer la répression des luttes ouvrières, de soldats et de paysans et de lancer l'assaut contre la révolution grandissante avec ses troupes fidèles ou pas encore passées à l'ennemi bolchévique. Ce gouvernement provisoire qui agite un chimérique programme démocratique, est seulement et avant tout l'Etat-major de la bourgeoisie pour défendre ses intérêts de classe, pour rétablir les anciens privilèges de ses alliés de l'aristocratie et surtout pour mener une politique jusqu'au-boutiste de défense de la Russie contre l'Allemagne, meurtrière et laissant les soldats du front sans équipement et sans nourriture et sans commandement autre que de procéder par vagues d'assaut de sacrifiés. Sa politique peut se résumer en deux points : poursuivre la guerre impérialiste à n'importe quel prix humain et matériel et repousser aux calendres grecques une réforme agraire qu'il ne veut absolument pas, sinon comme chiffon démocratique de papier à agiter aux paysans pauvres pour tenter de les apaiser avec des promesses creuses. Face à lui, le gouvernement provisoire trouvera donc la classe ouvrière, les soldats et marins et les paysans pauvres ainsi que la montée en puissance des Soviets et comités de soldats d'usine, de paysans, représentants le double pouvoir en action. Leur caractère démocratique n'en faisait pas en soi des organismes révolution-

(Suite en page 16)

Naples…

taires de Scampia passeront des chroniques de la première page à celles de la dernière page, puis à l'oubli, finissant parmi les milliers des morts au travail, des morts sous l'effondrement d'immeubles, de ponts et de maisons mal construites à la suite de tremblements de terre, et qui ne soulèvent l'intérêt de la bourgeoisie que lorsqu'elle ne peut faire autrement et que pour passer au plus vite à « autre chose », en oubliant ces « malheurs » provoqués pourtant par la gestion économique et sociale des profits capitalistes.

- Solidarité avec les prolétaires de Scampia !

- Leur lutte est notre lutte !

- Pour la reprise de la lutte de classe des prolétaires au-delà des divisions entre salariés et chômeurs, autochtones et immigrés, travailleurs sous contrat et travailleurs au noir !

- Pour l'organisation de classe et la défense exclusive des intérêts de classe du prolétariat, en dehors et contre toute collaboration interclassiste !

- Non à la paix sociale, oui à la lutte de classe !

- Pour la reconstitution internationale du parti communiste révolutionnaire, seule véritable direction de la lutte de classe prolétarienne anticapitaliste et antibourgeoise !

25/07/2024

Révolution d'Octobre 1917...

(Suite de la page 15)

naires, mais en opposition avec le tsarisme et ensuite avec le gouvernement provisoire compromis et en représentant directement les prolétaires, paysans et soldats, ils s'imposaient comme potentiels organes de la révolution ouvrière.

La question politique centrale touchant la classe ouvrière était alors l'attitude à adopter par rapport à ce gouvernement provisoire : ou on le soutenait comme soi-disant voie révolutionnaire, dans une vision par étapes, progressive ou gradualiste, mais lointaine, de la révolution, c'est-à-dire dans une politique *conciliatrice*, ou on le combattait comme représentation de l'Etat bourgeois et donc dans la perspective de la révolution prolétarienne immédiate. *C'est de la réponse à cette question que dépendait le sort de la révolution, la victoire ou la défaite*. Se tromper sur cette question, s'était s'écarter définitivement de la moindre chance de porter un coup fatal à la bourgeoisie et ses alliés grands propriétaires.

Parmi les facteurs qui précipiteront prolétaires et paysans dans la révolution, il y en a deux fondamentaux : premièrement le refus du gouvernement provisoire d'arrêter la guerre (il lancera au contraire une contre-offensive stérile contre l'armée allemande) et deuxièmement le refus de mettre en œuvre une profonde réforme agraire qui ne laisse pas en place le pouvoir de l'aristocratie terrienne et qui ne se borne pas à privilégier les paysans riches.

Dans les villes les grèves se succèdent aux manifestations , les soldats – formés surtout par les paysans – se rangent du côté de la révolution et mettent leurs armes à son service et les Soviets se renforcent et s'élargissent.

Dans ce même temps, face aux trahisons des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qui se rangeaient du côté du gouvernement provisoire et contre les Soviets, dont ils voulaient en exclure les bolcheviks et les subordonner au gouvernement, les bolcheviks renforçaient leur influence dans les Soviets, y devenant majoritaires, donc prêts à en faire les organes de la révolution. Les conditions pour que le mot d'ordre de « tout le pouvoir aux Soviets » devienne une réalité était donc réunies.

Le 10 octobre, au Comité central du parti bolchévique, Lénine convainc le Comité de préparer l'insurrection, directive qui n'était pourtant pas de toute évidence au sein du parti. Un comité militaire révolutionnaire sera créé pour organiser la prise à Petrograd des principaux lieux de pouvoir, d'infrastructures ou d'institutions, comme les postes et téléphones, la banque centrale, la gare et les ponts. Les 25 et 26 octobre aura lieu la prise du Palais d'Hiver où siégeait le gouvernement provisoire de Kerenski. A Moscou l'insurrection se déroula ensuite du 28 octobre au 2 novembre.

Le Congrès des Soviets se réunira ensuite le 25 octobre, proclamera tout le pouvoir aux Soviets et promulguera les mesures qu'attendaient prolétaires, soldats et paysans pauvres : arrêt immédiat de la guerre sans conditions préalables ; remise de la terre aux paysans ; contrôle ouvriers dans les usines ; journée de 8h00 pour une semaine de 48 heures ; annulation de la dette, nationalisation des banques et des complexes industriels ; libre droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; égalité des femmes et des hommes, dépénalisation de l'homosexualité, avortement libre, etc.

La page de l'ancien monde ruse, féodal et bourgeois à la fois, est alors définitivement tournée. Reste alors pour les bolcheviks à étendre la révolution prolétarienne à l'ensemble des pays du monde, condition nécessaire à l'existence même de la société communiste en Russie, mais c'est une autre page de l'histoire du communisme.

LES ENSEIGNEMENTS POLITIQUES

On doit comprendre des évènements de 1905 à 1917, que le succès de la révolution tient au combat mené par Lénine pour toujours conserver une indépendance politique sans faille vis-à-vis des autres courants « socialistes » ou « révolutionnaires ». Il tient au fait que jamais les bolcheviks sous la direction de Lénine, ne cèderont à la solution de facilité habituelle de l'opportunisme, celle de se mettre à la remorque des initiatives bourgeoises et petites-bourgeoises en se contentant d'y participer, en imaginant que cela sera mieux compris des masses que l'indépendance d'action et que ces initiatives bourgeoises pourraient être déviées de leurs buts initiaux ou préparer une situation plus indolore au déclenchement et déroulement de la révolution. A l'opposé de cette vision, les bolchéviks prennent leurs initiatives de classe en restant parfaitement hermétiques aux intérêts des classes dominantes et en n'agissant que pour renforcer la classe ouvrière et ses organismes politiques, de défense économiques ou militaires.

C'est parce qu'ils ont toujours combattus les conciliateurs – y compris dans leur propre rangs à des moments d'hésitation dans l'action révolutionnaire – que les bolchéviks ont pu éviter de piéger la classe ouvrière dans le cul-de-sac des voies politiques bourgeoises qui prétendaient concilier les intérêts de la bourgeoisie, des monarchistes, de la patrie, des propriétaires fonciers avec ceux des prolétaires et des paysans pauvres. Il faut aussi particulièrement souligner que Lénine, dans toutes les phases de la révolution, n'appelle à l'action *que si et seulement si* les conditions matérielles, sociales et évidemment politiques sont réunies pour faire un pas en avant jusqu'au pas final. Jamais il n'essaye de pallier l'absence de ces conditions par des expédients tactiques, jamais il ne cède à son objectif, même en totale minorité dans son parti ouvrier social-démocrate. La question de la participation à la guerre impérialiste en est un magnifique exemple. Presque seul en 1915 à la conférence de Zimmerwald en Suisse, pour combattre la guerre par l'appel international au défaitisme révolutionnaire, seul ou presque seul aussi pour exiger l'arrêt de la guerre contre l'Allemagne sans condition, seul moyen de consolider la révolution, même en amputant le territoire de la Russie.

Donc il faut lire la révolution russe avec un prisme bien défini pour tirer les leçons qui serviront demain à la future reprise révolutionnaire : pendant cette période de 1905 à 1917, comment Lénine et ses camarades du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) se sont comporté politiquement, programmatiquement et tactiquement vis-à-vis des autres forces politiques dites représentantes des classes sociales du prolétariat ou de la paysannerie pauvre. L'attitude et la position des uns et des autres par rapport au gouvernement provisoire est une des clefs pour comprendre la force et l'impact du parti de Lénine sur le cours de la révolution. Parmi les forces politiques en action, il y a bien sûr les plus réactionnaires qui combattent ouvertement les Soviets et qui ne pensent qu'à les détruire militairement ; mais il y a plus sournois et donc pire, ce sont ceux qui agissent pour subordonner et inféoder ceux-ci au gouvernement provisoire d'abord, projetant en réalité ensuite de les annihiler politiquement totalement une fois que le gouvernement promulgué définitivement par l'Assemblée Constituante à venir. Cette dernière catégorie est représentée principalement par les socialistes-révolutionnaires qui soutiendront le gouvernement provisoire contre les Soviets, en les reléguant comme organismes dépendant du gouvernement et en exigeant même l'expulsion des bolchéviks, pourtant devenus majoritaires. Le choix entre le pouvoir au gouvernement issu des tractations bourgeoises de palais et le pouvoir aux Soviets a donc définitivement marqué le camp des révolutionnaires de celui des contre-révolutionnaires ; aucun pont n'est possible entre ces deux camps et la leçon de Lénine c'est d'avoir toujours lutté contre la construction ne serait-ce que d'une mince passerelle entre eux.

Parmi les textes déterminants de Lé-

nine sur la question du gouvernement provisoire, il faut citer quelques extraits de « *Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat* », paru fin avril 1917 (Ed. Sociales, Œuvres complètes, T 24) ; Lénine y systématise les réponses des différents groupes politiques agissant en Russie, sur les questions politiques que posent la situation après février 1917 et met ainsi en évidence l'incompatibilité totale du programme politique bolchévique avec celui des autres partis :

*« **6 – Quelle est leur attitude envers la prise du pouvoir ? Qu'entendent-ils par ordre et par anarchie ?***

A – (à droite des cadets). Si le tsar ou un brave général prend le pouvoir, c'est que Dieu le veut, c'est l'ordre. Le reste c'est l'anarchie.

B – (cadets). Si les capitalistes prennent le pouvoir, même par la force, c'est l'ordre. Prendre le pouvoir contre les capitalistes serait de l'anarchie.

C – (s.-d. et s.-r.) (1). *Si les Soviets des députés ouvriers, soldats, etc., prennent seuls tout le pouvoir, il en résultera une menace d'anarchie. Qu'en attendant les capitalistes gardent le pouvoir, et les Soviets des députés ouvriers et soldats leur « commission de contact »* (2).

*D – (« bolcheviks »). Les Soviets de députés des ouvriers, soldats, paysans, salariés agricoles, etc., et eux seuls, doivent détenir la totalité du pouvoir. Toute la propagande, l'agitation et l'organisation de millions et de millions d'hommes doit être immédiatement **orientée** vers ce but .»*

[…]

*« **8 – Pour un pouvoir unique ou pour la dualité du pouvoir ?***

A – (à droite des cadets) et B – (cadets). Pour le pouvoir unique des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

C – (s.-d. et s.-r.). Pour la dualité du pouvoir. Pour le « contrôle » du Gouvernement provisoire par les Soviets des députés ouvriers et soldats. Il serait nuisible de se demander si un contrôle sans pouvoir est effectif.

D – (« bolcheviks »). Pour le pouvoir unique des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc., de la base au sommet et dans tout le pays. »

La position de Lénine sur l'Assemblée constituante, qui n'est encore pas convoquée, est tout autant significative de sa détermination à ne participer aux institutions démocratiques que dans l'objectif révolutionnaire de leur barrer la route dans leur perspective d'un pouvoir bourgeois « légitime » sorti des palabres constitutionnelles. D'ailleurs l'unique séance de l'Assemblée constituante fut organisée les 17 et 18 janvier 1918 selon les conditions émises par Lénine ci-dessous, alors que la force des Soviets était consolidée et que l'armement des ouvriers et soldats était devenu une puissante réalité. Les bolcheviks dissoudront immédiatement cette Assemblée constituante.

*« **9 – Faut-il convoquer l'Assemblée constituante ?***

A – (à droite des cadets). Non, car elle peut nuire aux grands propriétaires fonciers. Les paysans pourraient bien décider à l'Assemblée constituante de confisquer tous les domaines des grands propriétaires fonciers.

B – (cadets). Oui, mais sans se fixer de dates. Délibérer à ce sujet le plus longuement possible avec de savants juristes, car 1° Bebel disait que les juristes sont les gens les plus réactionnaires qui soient et 2° l'expérience de toutes les révolutions nous apprend que la cause de la liberté du peuple est perdue dès qu'on la confie à des professeurs.

C – (s.-d. et s.-r.). Oui et au plus tôt. Il faut en fixer la date ; nous en avons déjà parlé deux cents fois à la commission de contact, et nous en reparlerons dès demain pour la deux cents et unième fois à titre définitif.

*D – (« bolcheviks »). Oui et au plus tôt. Mais la garantie de son succès et de sa convocation réside uniquement dans l'accroissement du nombre et dans la consolidation des **forces** des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc. ; l'organisation et l'**armement** des masses ouvrières : telle est la seule garantie. »*

Dans « *Les tâches du prolétariat dans la présente révolution (Thèses d'Avril)* » (Ed. Sociales, Œuvres complètes, T 24) écrites à son retour en Russie en avril 1917, Lénine, de manière synthétique, énonce l'analyse de la situation historique et les tâches qui en découlent pour les bolcheviks, après la destitution du tsar Nicolas II et de la formation d'un gouvernement provisoire : *« 2. Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la **transition** de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, **à sa deuxième** étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.»* Après avoir constaté « […] *la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme* », il explique que *« Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions **spéciales** du travail du parti au sein de la masse prolétarienne innombrable qui vient de s'éveiller à la vie politique.»* et conclu que la seule voie à suivre pour les prolétaires, c'est « *Aucun soutien au Gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer, au lieu d'« exiger » – ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions – que **ce** gouvernement, gouvernements de capitalistes, **cesse** d'être impérialiste ».*

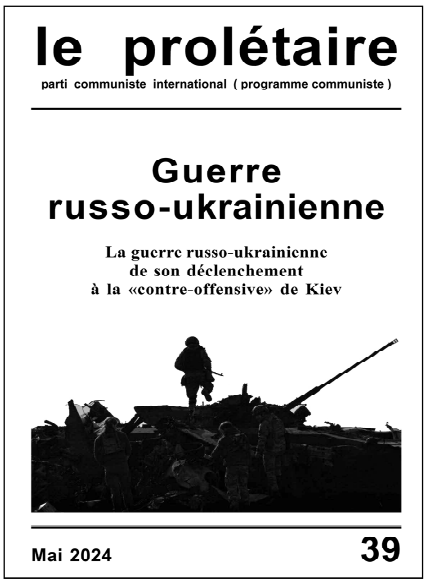
Quel abîme aujourd'hui entre Lénine et tous les prétendus révolutionnaires qui n'ont pas de pudeur à se réclamer de ses enseignements et qui ne font que la course aux strapontins dans les parlements bourgeois, pas du tout provisoires et issus d'un contexte de révolution – même bourgeoise – mais bien établis depuis presque deux siècles maintenant et qui ont montrés au cours de leur histoire être les plus parfaits garants de la conservation de l'ordre bourgeois et donc de la désorganisation politique de la classe ouvrière. Il est donc important de rappeler sans cesse les enseignements et l'expérience de la révolution d'Octobre et parmi les plus importants celui de *lutter sans fin contre les orientations conciliatrices* qui prétendent utiliser le terrain institutionnel de la bourgeoisie pour être mieux compris des masses prolétariennes et les amener progressivement et graduellement à la révolution.

---

(1) Mencheviks et socialiste-révolutionnaires qui rentrèrent en mai 1917 dans le gouvernement provisoire, concrétisant ainsi leur orientation conciliatrice et opportuniste.

(2) Le Soviets des ouvriers et soldats de Petrograd, sous l'initiative des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, créa une « commission de contact » avec le gouvernement provisoire soi-disant pour le contrôler, mais en réalité pour l'inféoder à celui-ci.

Brochure «le prolétaire» n° 39 ; Mai 2024 ; format A4 ; 80 pages ; prix: 5 € / 10 CHF



— Nouvelle publication —

Le marxisme et la Chine

(Suite de la page 1)

tamment l'abolition de la propriété privée de la terre, des récoltes et des moyens de culture, la mise en commun de la nourriture, des vêtements et des produits de consommation courante, l'exploitation de la terre redistribuée à titre temporaire à tout individu, homme ou femme de plus de 15 ans, l'égalité entre les sexes, l'interdiction de la prostitution, des mariages forcés et des dots, de la polygamie, de l'esclavage, ainsi que la prohibition de la consommation d'opium, d'alcool, etc. Les examens pour devenir fonctionnaire furent ouverts aux femmes et il se constitua une armée féminine qui atteignit plusieurs dizaines de milliers de combattantes répandant la terreur parmi les troupes impériales en raison de leur réputation de cruauté.

L'idéologie Taiping de type religieux inspirée du christianisme (leur fondateur prétendait être le frère cadet de Jésus Christ) se traduisait par des préceptes moraux rigides : séparation rigoureuse des sexes, interdiction de l'homosexualité sous peine de mort.

Il s'agissait en fait d'une gigantesque révolte paysanne comme le pays en avait régulièrement connu, aux accents millénaristes qui évoquent les partisans de Thomas Münzer lors des guerres paysannes en Allemagne avec leurs exaltations inspirées du christianisme et leurs *« résonances communistes »* (Engels).

Les masses insurgées essentiellement paysannes, formées en une armée de masse s'accroissant au fur et à mesure de ses victoires, s'emparèrent de villes de plus en plus importantes, massacrant au passage les propriétaires fonciers, les mandarins et les fonctionnaires impériaux qui ne s'étaient pas enfuis, jusqu'à arriver à Nankin.

Mais après ses succès fulgurants la révolte fut finalement battue ; non pas à cause d'erreurs militaires ou autres, mais parce que ses dirigeants s'occupèrent à fonder une nouvelle dynastie – le « Céleste Royaume » – dans l'ancienne capitale en abandonnant dans les faits le programme radical qu'ils avaient proclamé en écho aux aspirations des couches les plus défavorisées de la population : les liens renouvelés avec les notables et les propriétaires terriens firent que la réforme agraire ne fut pas appliquée, une bureaucratie traditionnelle se reconstitua avec tous ses abus, les mariages forcés et le concubinage au profit des élites urbaines réapparurent (entraînant une vague de suicides féminins), les chefs Taiping s'installant dans une vie de luxe copiant celle de l'empereur et de ses dignitaires. L'élan révolutionnaire qui animait les masses déshéritées paysannes et les poussait au combat fut peu à peu étouffé.

Mais un autre facteur de la défaite de la révolte fut l'intervention des troupes occidentales franco-anglaises dotées d'un armement moderne aux côtés des troupes impériales, avec son cortège de destructions, de massacres et de pillages – alors que les Taiping avaient cru à leur neutralité proclamée.

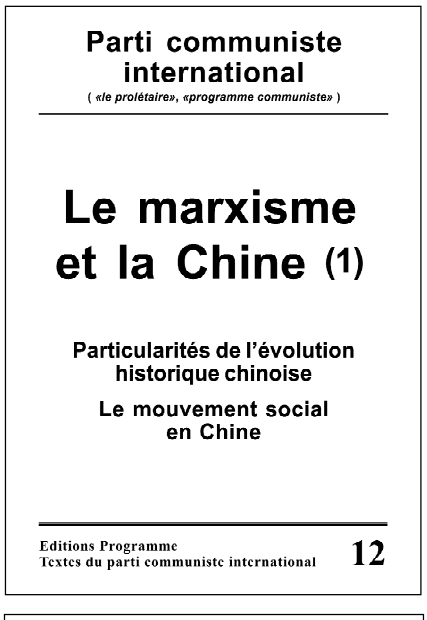
L'échec final de la révolte avec les millions de victimes (10 à 30 millions de morts selon les estimations) qui en résulta, fut en définitive une nouvelle démonstration de l'impuissance de la paysannerie à lutter pour un mode de production révolutionnaires qui lui soit propre : la possibilité d'un « socialisme paysan » n'existe pas. La paysannerie est objectivement condamnée de par sa nature de classe à reproduire le mode de production dominant si elle ne trouve pas une direction dans des classes révolutionnaires nouvelles comme la bourgeoisie ou la classe ouvrière, qui n'étaient pas alors présentes.

La défaite des Taiping donna un supplément de vie d'une cinquantaine d'années à la dynastie mandchoue, cinquante années de pénétration progressive des différentes puissances impérialistes en Chine malgré les résistances impériales: c'est en 1912 que sera proclamée la République de Chine ; elle ouvrit une période convulsive de luttes des classes à un niveau supérieur à celui des révoltes traditionnelles puisqu'il s'agissait de l'établissement d'un nouveau mode de production – le capitalisme – avec l'apparition sur la scène de nouvelles classes sociales – la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat moderne – chacune porteuse de sa perspective historique, dans la période révolutionnaire qui battit son plein de 1924 à 1927.

Le jeune prolétariat chinois, successeur des « proto-prolétaires » (mineurs, charbonniers, transporteurs…) qui avaient joué un rôle très important dans la révolte paysanne Taiping, était encore peu nombreux ; mais très combatif, déclenchant de puissantes grèves, il tenta de prendre la tête de la révolution pour l'orienter dans un sens socialiste international comme 10 ans avant lui l'avait fait le prolétariat russe : il fut égaré et livré en pâture à ses bourreaux par le parti qui devait le conduire à la victoire. Son écrasement signa la défaite de la révolution en Chine et la victoire de la contre-révolution en Russie et dans le monde.

Il faudra encore une vingtaine d'années pour que s'effondre la vieille Chine : 1949 proclamation de la République Populaire, 1950 fin des combats avec les partisans de Tchang Kaï-chek qui se réfugièrent à Formose. En 1945 l'URSS de Staline avait signé avec ce dernier un « traité d'alliance et d'amitié » d'une durée de trente ans qui reconnaissait son gouvernement et cessait tout soutien aux armées de Mao en contrepartie de la reconnaissance de l'indépendance de la Mongolie extérieure et de l'occupation de Port-Arthur par des troupes soviétiques (3) : après avoir fait échouer la révolution en 1927, le régime stalinien soutenait ainsi les contre-révolutionnaires après la fin de la guerre, poussant à un accord des « communistes » avec Tchang Kaï-chek…

Alors que la guerre se terminait l'URSS avait attaqué le Japon et occupé divers territoires dont les îles Kouriles et la Mandchourie dont elle pilla les infrastructures industrielles (la province étant alors la région la plus industrialisée de la Chine) avant de la rendre à la République Populaire. Par la suite la coo-



«Le marxisme et la Chine»

Brochure n° 12, Editions Programme, «Textes du parti communiste international», Octobre 2024 , format A4, 84 pages, Prix : 8 €, 12 CHF

Table des matières

• Introduction
• Particularités de l'évolution historique chinoise *(«programme communiste»; n° 7; 1959)*
• Le mouvement social en Chine *(«programme communiste»; n° 27, 28, 30, 31, 33, 35, 37; 1964 à 1966)* :
- I. Théorie et principes
- II. Révolution et contre-révolution : 1924 – 1927
- III. La question agraire : genèse du « socialisme » chinois
- IV. La question nationale
- V. Le développement du capitalisme chinois et la domination impérialiste

pération économique entre les deux « pays frères » n'arriva pas à faire disparaître les frictions entre eux ; les désaccords croissants se manifestèrent au grand jour à partir de 1960 quand les chinois contestèrent la primauté des soviétiques, dénoncés comme des « révisionnistes modernes » et des chauvins, avant de déboucher sur des affrontements militaires sur la rivière Oussouri en 1969 ; à cette époque les autorités chinoises soulevaient des revendications sur les territoires conquis par le tsarisme tandis que les Russes brandissaient la menace du recours à des armes nucléaires tactiques… Ce n'est qu'en 1991 que le contentieux territorial fut résolu par un traité entre la Russie et la Chine.

Après nombre de vicissitudes le capitalisme chinois se dirige aujourd'hui à vive allure vers la place d'impérialisme numéro un mondial qu'occupent depuis près de 80 ans les Etats Unis ; la confrontation entre ces deux colosses impérialistes aura des conséquences majeures sur le destin de l'humanité.

Mais, comme dit aussi le *Manifeste*, la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Le développement accéléré du capitalisme en Chine a produit un prolétariat très nombreux et concentré qui ne pourra être toujours abusé par la propagande pseudo socialiste du régime. Lorsque la crise économique frappera au cœur le capitalisme chinois, il sera poussé à la lutte générale ; le déploiement de la lutte de classe en Chine sera alors un facteur décisif pour les perspectives de lutte contre le capitalisme au niveau mondial.

* * *

Le parti a consacré de nombreuses études à la Chine. Dans les années soixante et soixante-dix du siècle dernier il fallait répondre aux prétentions maoïstes de représenter une alternative vraiment marxiste aux soviétiques et pour cela il fallait revenir aux luttes des années vingt au moment où se joua le sort de la révolution chinoise et montrer la *sinistre genèse du maoïsme* (*Le prolétaire* n° 67, juillet-août 1969.) ; il fallait démontrer que la « querelle idéologique » entre Moscou et Pékin n'était que la couverture d'un conflit d'intérêts entre deux Etats capitalistes, aussi étrangers au socialisme l'un que l'autre – et pour cela il fallait rappeler les principes cardinaux du marxisme, comme le parti l'avait fait et le faisait pour la Russie.

La crédibilité du socialisme en Chine a certes bien pâli aujourd'hui, où il est facile de constater que le pays compte parmi les plus inégalitaires de la planète ; mais il existe toujours dans le monde des organisations qui considèrent qu'il n'est pas capitaliste, et c'est au nom du socialisme que les dirigeants chinois justifient les conditions de vie et de travail bestiales de leurs prolétaires et leur domination totalitaire. Demain c'est en mettant sur le compte du socialisme les méfaits du capitalisme qu'on présentera à ces derniers la démocratie bourgeoise comme la seule solution à leur misère et à leur exploitation.

En prévision des inévitables mais complexes futurs combats prolétariens, nous allons republier dans une série de brochures les principaux textes qui illustrent et défendent le programme invariant du communisme révolutionnaire dans la situation chinoise. La première de ces brochures contient un texte sur les particularités de l'évolution historique de la Chine, écrit pour jeter les bases organiques de l'étude de la question chinoise ; il est suivi d'une étude fouillée du mouvement social en Chine : il couvre la période extrêmement riche en enseignements qui va des luttes révolutionnaires et de la défaite de la révolution dans les années vingt, jusqu'à l'établissement de la République Populaire après la fin de la guerre mondiale et le début de la **construction du capitalisme** sous l'égide de l'État.

Ces textes permettront déjà au lecteur de se faire une idée claire des événements qui se sont alors déroulés et qui conditionnent encore la situation actuelle.

---

(1) Marx, "La révolution en Chine et en Europe", 14/6/1853, article paru dans le *New York Daily Tribune*. Cf Marx Engels, La Chine, Ed. 10/18 1973, p. 199. La future vague révolutionnaire annoncée en Europe est présentée ici sous les traits d'une révolution anti-monarchique, comme ce fut le cas lors de la vague de 1848, la France seule ayant connu une tentative de révolution prolétarienne.

(2) Les « guerres de l'opium » furent livrées à la Chine par la Grande Bretagne de 1839 à 1860 pour lui imposer le commerce de l'opium et l'ouverture aux marchandises britanniques. La France participa à la deuxième guerre de l'opium (1856-1860) en alliance avec la Grande Bretagne, avec le soutien des Etats-Unis et de la Russie.

(3) L'URSS restitua Port Arthur à la République Populaire en 1950. La Russie tsariste, dans le cadre d'un « traité inégal » avalisant ses appétits sur la Mandchourie avait obtenu entre autres choses en 1898 la concession de ce port stratégique; elle le fortifia après avoir envahi la Mandchourie en 1900 et arraché à la Chine un protectorat commercial sur le territoire. Le Japon qui convoitait cette région riche en matières premières attaqua et vainquit les armées russes en 1905. Il y constitua en 1931 un Etat fantoche sous sa coupe, le Mandchoukouo.

Quaderni de "il comunista"

Une nouvelle publication du parti

Présentation

La publication, en italien, des *«Quaderni de 'il comunista'»* répond à la nécessité de doter le parti d'un moyen supplémentaire de propagande de la théorie marxiste et des batailles de classe qui ont caractérisé tout le cours historique de la Gauche communiste d'Italie, en s'inspirant d'évènements historiques de grande importance et de «questions» que la bataille politique doit nécessairement mettre sur la table afin qu'émergent les positions communistes révolutionnaires sans équivoque, aussi bien vis-à-vis du monde capitaliste bourgeois que du mouvement prolétarien international, dans la lutte contre toute déviation opportuniste de la juste voie révolutionnaire.

Dans sa longue histoire, le parti a également publié une revue sous le titre de *«Prometeo»*, tiré du nom de l'ancien titre de presse du courant de gauche du parti communiste italien, publié en 1924 (et à laquelle Amadeo Bordiga contribuait régulièrement), et qui reflétera ensuite sous ce titre l'activité à l'étranger des camarades se reconnec-

(Suite en page 20)

Rivista, formato A4, 84 pagine, prezzo: 8 €, 10 CHF

Quaderni de «il comunista»
Agosto 2024 - N. 1

– 1914-2024 –
A centodieci anni dalla prima guerra imperialista mondiale

Le posizioni della Sinistra Comunista d'Italia nella continuità teorica e politica marxista da oltre un secolo

Partito comunista internazionale
(il comunista - le prolétaire - el proletario - proletarian - programme communiste - el programa comunista - Communist Program)

Quaderni de "il comunista"
Une nouvelle publication du parti

(Suite de la page 19)

taient au courant de gauche du PCd'I (Parti Communiste d'Italie) en tant qu'organe de la Fraction de gauche du PCd'I (1928-1938) et celle des groupes de camarades de la gauche communiste en Italie pendant la guerre entre 1943 et 1945. Elle reprendra sa publication régulière comme revue du Parti communiste internationaliste de juillet 1946 à juillet-septembre 1952, lorsque la scission avec le groupe qui s'emparera du journal *«battaglia comunista»*, ainsi que de la revue *«Prometeo»*, en les enlevant au parti grâce des tribunaux bourgeois.

À partir d'octobre 1952, le parti publiera régulièrement le journal *«il programma comunista»* ; en mai 1953, il publiera un fascicule intitulé *«Sul filo del tempo»* dans lequel sont rassemblées les synthèses de toutes les réunions générales du parti tenues d'avril 1951 à avril 1953, démontrant la continuité idéologique et organisationnelle du parti qui, ainsi et au-delà de la scission, poursuivra son activité sans être freiné ni distrait par les sales histoires provoquées par les scissionnistes. Ce numéro aurait pu être le premier numéro d'une nouvelle revue du parti, mais, en réalité, les forces physiques et financières ne lui ont pas permis de remplir cette tâche. Ainsi, le journal *«il programma comunista»* rassemblera à la fois la fonction d'un journal de parti et d'une revue, rendant compte des réunions générales et des vastes développements théoriques et politiques qui auraient pu constituer le contenu d'une revue. En 1957, sur la base d'une activité de reconquête théorico-politique du marxisme menée par quelques groupes de camarades en France au cours des années précédentes, liée à l'étude approfondie des thèses et positions du courant Gauche communiste du PCd'I, et après avoir pris contact avec notre parti en Italie, une revue allait être publiée sous le titre de *«Programme communiste»* : le lien avec le parti était évident, tant dans le titre que dans la publication régulière de l'épigraphe *«Ce qui nous distingue»* dans chaque numéro. Sa tâche fut de présenter le développement d'une activité qui prendra le caractère d'»activité du parti» bien qu'elle n'en fasse pas encore formellement partie ; elle le deviendra officiellement en 1963, lorsque le développement des activités des camarades de France et de Belgique nécessitera la publication régulière d'un journal qui s'appellera alors *«le prolétaire»*. C'est ainsi que *«programme communiste»* deviendra officiellement la revue théorique du «Parti communiste internationaliste-programma comunista» et, à partir de 1965, du «Parti communiste international». Grâce à l'intégration de camarades d'autres pays (Espagne, Allemagne, Scandinavie, Amérique, Grèce) dans le travail collectif du parti, elle sera ensuite rejointe, par d'autres revues : *«El programa comunista»*, *«Kommunistisches Programm»*, *«Communist Programm»*, *«Kommunistikó Programm»*, ainsi que par des journaux et périodiques dans d'autres langues (portugais, arabe, turc, persan), dont on trouve la liste sur notre site web **https://www.pcint.org**.

Le premier besoin du parti était, et est toujours, de mettre à la disposition des camarades et des lecteurs d'autres nationalités la masse de thèses et de textes qui n'existaient à l'origine qu'en italien. C'est pourquoi la forme revue s'est avérée la plus appropriée. L'activité du parti en Italie, du point de vue du matériel théorique et politique de la Gauche communiste d'Italie, tant pour la période 1911-1926 que pour la période de 1945 puis des décennies suivantes, et d'un point de vue linguistique, a été manifestement privilégiée, de sorte que le besoin pressant d'une revue s'est fait beaucoup moins sentir. Cela n'enlève rien au fait que pour certains matériaux, certaines élaborations plus amples, qui ne trouvent pas toujours leur place dans le journal *«il comunista»* ou qui, précisément en raison de l'ampleur du sujet, nécessitent une publication en trop grand nombre d'épisodes dont le fil, avec le temps, risquait de se perdre, l'utilisation de la forme revue nous semble la mieux adaptée.

Déjà en 1976 pour ce même critère, le parti a publié en italien les *«Quaderni del programma comunista»*. Donc, pas d'innovation particulière aujourd'hui. Nous reprenons la publication des *«Quaderni»* avec ce même objectif et, naturellement, sans cadence prédéfinie, puisque nous publierons cette revue quand un thème déterminé sera suffisamment développé.

Nous consacrons le premier *«Quaderni»* aux « **Cent dix ans de la première guerre impérialiste mondiale 1914-2024** », d'autres suivront sur d'autres évènements historiques et politiques importants pour le mouvement prolétarien et communiste, comme la fondation de la Première Internationale, la révolution hongroise de 1919 et d'autres similaires.

Août 2024

Visitez notre site internet : https://www.pcint.org

Soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

••• **«le prolétaire» :** Journal bimestriel ••• **«Programme comuniste» :** Revue théorique en français ••• **«il comunista»:** Journal bimestriel en italien ••• **«Quaderni de "il comunista"» :** Revue théorique en italien ••• **«el proletario» :** Journal en italien ••• **«el programa comunista» :** Revue théorique en espagnol ••• **«Suplemento Venezuela»** à «programa comunista» ••• **«Proletarian» :** Supplément en anglais au «prolétaire» ••• **«Communist Program» :** Revue théorique en anglais.

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Quatrième liste 2024
Gilbert: 42,50 / Paris : 1600,00 /
Total liste : 1642,50
Total général : 6330,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien**: 15 € / 30 FS / £ 15.
«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US $ 1,5 / USA et Cdn: US $ 4 . **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US $ 12 / USA et Cdn: US $ 32.
«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement**: 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien**: 20 € / 50 FS / £ 12.
«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US $ 1,5 / USA et Cdn: US $ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US $ 3 / USA et Cdn: US $ 6.
«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 FS / USA et CDN: US $ 3
«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 FS / USA et CDN: US $ 2